

SYNTHÈSE

Rapport annuel





SOMMAIRE

Situation économique générale	3
Analyse des forêts et de l'approvisionnement en matières premières dans l'Union européenne, et aperçu dans le reste du monde	19
Aperçu des marchés mondiaux du bois de sciage - Amérique du Nord, Chine, Russie	31
Principaux résultats de l'étude de marché EOS avril 2023	39
Rapport national	48

SITUATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Vue d'ensemble et focus sur l'UE

La croissance pour 2022 est estimée à 3,5 % tant dans l'UE que dans la zone euro. Le PIB devrait augmenter de 0,8 % en 2023 et de 1,6 % en 2024 (0,9 % et 1,5 % dans la zone euro). L'inflation globale dans l'UE devrait passer de 9,2 % en 2022 à 6,4 % en 2023 et à 2,8 % en 2024. Dans la zone euro, elle devrait passer de 8,4 % en 2022 à 5,6 % en 2023 et à 2,5 % en 2024. Depuis l'automne, l'économie de l'UE a connu un certain nombre d'évolutions positives. Le prix de référence du gaz européen est tombé en dessous de son niveau d'avant-guerre, grâce à une forte baisse de la consommation de gaz et à la poursuite de la diversification des sources d'approvisionnement. Malgré le choc énergétique et l'inflation record qui s'en est suivie, le ralentissement du troisième trimestre s'est avéré plus faible que prévu et, au quatrième trimestre, l'économie de l'UE est parvenue à une large stagnation, au lieu de la contraction de 0,5 % attendue à l'automne.

Les marchés du travail ont également continué à enregistrer de bons résultats, le taux de chômage dans l'UE étant resté à son niveau le plus bas de tous les temps, à savoir 6,1 %, en décembre. Trois mois de baisse des taux d'inflation confirment que, comme prévu à l'automne, le pic est désormais derrière nous. Enfin, le climat économique a continué de s'améliorer, ce qui laisse penser que l'activité économique évitera une contraction au cours du premier trimestre 2023. L'économie de l'UE devrait donc échapper de justesse à la récession prévue à l'automne. Pourtant, l'économie de l'UE reste confrontée à des défis. L'inflation de base a encore augmenté en janvier. Les consommateurs et les entreprises continuent d'être confrontés à des coûts énergétiques élevés et, comme plus de 90 % des postes essentiels du panier de l'IPCH enregistrent des hausses de prix supérieures à la moyenne, les pressions inflationnistes continuent de s'intensifier. Le resserrement monétaire devrait donc se poursuivre, ce qui pèsera sur l'investissement. La faiblesse de la consommation devrait persister à court terme, l'inflation continuant à dépasser la croissance des salaires nominaux. Enfin, l'environnement extérieur devrait continuer à apporter peu de soutien.

Dans l'ensemble, les développements récents ne justifient pas une révision substantielle à la hausse du profil de croissance projeté à l'automne pour 2023 et 2024. Néanmoins, grâce à la dynamique plus forte de l'année dernière qui se poursuivra en 2023 et à une croissance légèrement meilleure prévue pour le trimestre en cours, le volume de la production devrait, à la fin de la période de prévision, être supérieur de près de 1 % à ce qui était prévu à l'automne. L'inflation devrait terminer l'année 2024 un cran au-dessus de l'objectif, comme à l'automne. Si l'incertitude entourant les prévisions reste élevée, les risques pour la croissance sont globalement équilibrés. La demande intérieure pourrait s'avérer plus élevée que prévu si les récentes baisses des prix de gros du gaz se répercutent plus fortement sur les prix à la consommation. Toutefois, un renversement potentiel de cette baisse ne peut être exclu dans le contexte de la guerre de la Russie contre l'Ukraine et d'autres tensions géopolitiques.

La demande extérieure pourrait être plus robuste à la suite de la réouverture de la Chine, ce qui pourrait toutefois alimenter l'inflation mondiale. Les risques d'inflation restent largement liés à l'évolution des marchés de l'énergie à court terme, mais les risques de hausse dominent dans les trimestres à venir, car un marché du travail toujours tendu pourrait entraîner des pressions salariales plus fortes que prévu.

Des forces opposées sont à l'œuvre au premier semestre 2023. De puissants vents contraires continuent de peser sur la demande intérieure. En effet, même si l'inflation se modère, elle reste élevée, et les consommateurs et les entreprises continuent d'être confrontés à des coûts énergétiques élevés. L'impact cumulé des resserrements monétaires passés commence à peser sur l'activité de prêt. L'inflation de base étant toujours orientée à la hausse, le resserrement de la politique monétaire devrait être plus vigoureux que prévu, en particulier dans les secteurs les plus sensibles aux taux d'intérêt, comme la construction. Bien que l'incertitude ait diminué au cours des dernières années, elle reste élevée et pèse sur les investissements des entreprises et des ménages. En outre, l'évolution des salaires devrait rester inférieure à l'inflation à court terme, ce qui pèse sur la consommation réelle. Du côté positif, l'amélioration du sentiment économique en janvier suggère que l'économie de l'UE commence l'année sur de meilleures bases. La baisse des prix de gros du gaz devrait profiter à la consommation, puisqu'elle se répercute progressivement sur les prix à la consommation.

La récente baisse substantielle des prix des matières premières énergétiques, associée à un euro plus fort et à des conditions de financement plus strictes, devrait entraîner une baisse de l'inflation. En particulier, l'inflation liée à l'énergie devrait continuer à diminuer. La baisse continue des prix du pétrole devrait rendre l'inflation des carburants pour les transports négative au premier semestre 2023. En outre, l'impact de la baisse des prix de gros du gaz devrait progressivement se faire sentir. Cet impact devrait toutefois être atténué par plusieurs facteurs. Tout d'abord, dans de nombreux États membres, la répercussion des hausses antérieures des prix de gros est encore loin d'être achevée. Cela est dû à des retards de transmission à différents niveaux, y compris l'ajustement par les régulateurs nationaux, ou le renouvellement échelonné des contrats à long terme, à la fois au niveau du commerce de gros et du commerce de détail. L'effet net de l'arriéré des ajustements à la hausse des prix de détail et de la pression actuelle à la baisse des prix de gros est très difficile à évaluer. Deuxièmement, le retrait des mesures de soutien politique visant à soulager les ménages et les entreprises du fardeau des prix élevés de l'énergie devrait compenser en partie les baisses des prix de détail de l'énergie. Sur la base des plans d'action connus, la plupart des États membres de la zone euro devraient commencer à mettre fin progressivement à ces mesures au printemps de cette année. L'inflation des produits alimentaires et des biens devrait également ralentir, tandis que l'inflation des services devrait rester élevée. La stabilisation progressive observée des prix des denrées alimentaires à la production et la baisse des prix de gros de l'énergie devraient atténuer l'inflation des denrées alimentaires. L'inflation des biens industriels non énergétiques, en particulier, devrait bénéficier de l'appréciation de l'euro et de la normalisation en cours des goulets d'étranglement en matière d'approvisionnement.

En revanche, l'inflation des services ne devrait diminuer que progressivement, soutenue par la croissance des salaires. Dans un contexte de croissance économique modérée et de resserrement de la politique monétaire, l'inflation de base devrait également décélérer au cours de la période de prévision.

Les risques qui pèsent sur les perspectives de croissance semblent globalement équilibrés. Près d'un an après le lancement par la Russie de sa guerre d'agression contre l'Ukraine, l'incertitude des entreprises et des consommateurs reste élevée, mais elle s'est atténuée au cours des derniers mois. Certains des risques à la baisse précédemment identifiés perdent de leur force, tandis que d'autres gagnent en importance. De nouveaux risques à la hausse apparaissent. La menace d'une pénurie de gaz semble moins grave qu'il y a quelques mois, mais ne peut toujours pas être écartée. D'autres sources d'approvisionnement en gaz ont été mises en place, les niveaux de stockage du gaz ont été augmentés, l'efficacité de l'utilisation de l'énergie s'est accrue et le prix du gaz a fortement baissé. Néanmoins, dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes, les prix spot et futurs de l'énergie pourraient augmenter à nouveau et la réouverture de la Chine pourrait accroître la demande mondiale de GNL. Combler les pénuries de gaz avant l'hiver 2023-2024 pourrait donc poser plus de problèmes que ne le prévoient les présentes prévisions.

L'ajustement à l'environnement de taux d'intérêt élevés pourrait s'avérer difficile. Dans un contexte d'inflation de base en hausse, de marchés du travail tendus et d'activité en berne, le calibrage exact du resserrement supplémentaire nécessaire pour endiguer l'inflation sera un exercice d'équilibre difficile. Comme la BCE et les autres banques centrales de l'UE devraient continuer à augmenter leurs taux d'intérêt directeurs et à réduire encore la taille de leurs bilans, les entreprises et les ménages lourdement endettés pourraient être soumis à des tensions accrues, qui pourraient se répercuter sur le secteur bancaire. Des tensions pourraient également apparaître au sein de certaines institutions financières non bancaires. Compte tenu de la forte hausse des prix de l'immobilier au cours des deux dernières années, les marchés de l'immobilier résidentiel dans certains États membres pourraient connaître des corrections de prix plus importantes que prévu, qui pèseraient sur la demande et les bilans des ménages.

Cependant, des risques de hausse de la croissance apparaissent également. La demande intérieure pourrait s'avérer plus forte que prévu si les récentes baisses des prix de gros du gaz se répercutent plus fortement sur les prix à la consommation et si la consommation s'avère plus résistante. En outre, la combinaison d'un marché du travail résistant et d'une croissance soutenue des salaires pourrait encore largement compenser l'érosion du pouvoir d'achat après le retrait progressif des mesures de soutien budgétaire.

Enfin, la réouverture de la Chine pourrait stimuler la demande extérieure plus que prévu, tandis que la probabilité de nouvelles perturbations de l'offre causées par des fermetures localisées a diminué. Les risques d'inflation restent largement liés à l'évolution des marchés de l'énergie. Certains des risques à la hausse susmentionnés pour la croissance se reflètent dans les risques à la baisse pour l'inflation, et vice-versa. En particulier, une répercussion plus forte de la baisse récente des prix de l'énergie et des denrées alimentaires et une résolution plus rapide des perturbations de la chaîne d'approvisionnement pourraient entraîner une diminution plus rapide de l'inflation.

Cependant, les inversions potentielles de la récente tendance à la baisse des prix de l'énergie et la réouverture de la Chine pourraient à nouveau faire augmenter l'inflation de l'énergie. En particulier en 2024, les risques d'inflation sont à la hausse, car les pressions sur les prix pourraient s'avérer plus importantes et plus longues que prévu dans le scénario de référence si la croissance des salaires devait s'établir à des taux supérieurs à la moyenne pendant une période prolongée.

Grandes économies non membres de l'UE présentant un intérêt pour l'industrie des scieries de l'UE

Japon

L'économie japonaise s'est légèrement contractée au troisième trimestre 2022, faisant craindre que la reprise qui venait de s'amorcer ne touche à sa fin. Toutefois, cette contraction est principalement due à une baisse des exportations nettes, ce qui n'est guère un indicateur de l'économie intérieure du pays. En effet, la vigueur de la croissance des importations est un signe que la demande intérieure reste raisonnablement forte.

À l'avenir, la croissance du PIB réel devrait redevenir positive. La levée totale des restrictions liées à la pandémie a libéré une demande refoulée de dépenses de consommation. Malheureusement, l'inflation élevée érode rapidement le pouvoir d'achat des ménages. À mesure que la demande refoulée s'estompe et que la réalité de la baisse des salaires corrigés de l'inflation s'impose, l'économie ne connaîtra qu'une croissance modeste en 2023.

La BoJ a été la seule banque centrale à maintenir une politique monétaire souple face à la hausse de l'inflation dans le monde. Toutefois, en décembre, la banque centrale a élargi la fourchette de sa politique de contrôle de la courbe des taux (YCC).

Avec une inflation globale de 3,8 % en glissement annuel en octobre, on pourrait penser que la BoJ devrait relever ses taux d'intérêt. D'autres grandes banques centrales ont retardé le resserrement de leur politique car elles pensaient que l'inflation était plus transitoire qu'elle ne l'était en réalité. Les prix de certains biens montrent des signes évidents d'accélération. Les prix des meubles et des ustensiles ménagers, par exemple, ont augmenté de 6,9 % par rapport à l'année précédente, ce qui représente un bond considérable par rapport au taux de 3,9 % enregistré en juillet. Les prix de l'habillement s'accélèrent également et augmentent de 2,5 % par rapport à l'année précédente.

Toutefois, il est peu probable que la BoJ relève ses taux cette année. L'inflation de base occidentale, qui exclut les denrées alimentaires et l'énergie, n'a augmenté que de 1,4 % par rapport à l'année précédente en octobre. De plus, le niveau des prix de base occidentaux est à peine revenu à ce qu'il était avant la pandémie. L'inflation dans certaines catégories de dépenses sera de courte durée. L'inflation dans le secteur des communications a été forte en octobre, mais les prix sont très bas et restent inférieurs d'environ 30 % à ce qu'ils étaient au moment de la pandémie, grâce à un changement de politique concernant les tarifs de la téléphonie mobile. Pour la plupart des grandes catégories de dépenses, l'inflation reste bénigne. La croissance des prix des loyers, des soins médicaux, de l'éducation, de la culture et des loisirs est nettement inférieure à 2 %.

À court terme, l'économie japonaise continuera de croître, quoique modestement. La demande refoulée et l'augmentation des voyages devraient permettre aux dépenses de consommation d'enregistrer des gains. Toutefois, la faible croissance des salaires dans un contexte d'inflation globale relativement élevée freinera les dépenses. La politique monétaire devrait également rester accommodante, ce qui apportera un soutien supplémentaire à la croissance.

Chine

La gestion du COVID-19 par la Chine a connu une transformation spectaculaire vers la fin de l'année 2022. L'infrastructure des tests PCR de masse et le suivi des déplacements par les opérateurs téléphoniques ont été progressivement supprimés, et le gouvernement a encouragé les personnes qui ne s'étaient pas encore remises de l'infection à retourner au travail. En 2023, les frontières de la Chine, fermées depuis près de trois ans, ont également été rouvertes. La décision du gouvernement de mettre fin à sa politique de tolérance zéro à l'égard du COVID-19 soulève sans aucun doute des questions sur la manière dont l'économie se comportera en conséquence.

Dans l'hypothèse d'un soutien politique adéquat, nous prévoyons une croissance du PIB réel d'environ 5 % cette année, suivie d'une croissance de 3 % en 2022. Nous pensons que le quatrième trimestre 2022 représente un creux cyclique en termes de croissance.

Avant le changement de la politique COVID-19 du gouvernement, l'économie chinoise était déjà confrontée à plusieurs vents contraires non liés à la pandémie, tels que la décélération du secteur immobilier2 et le ralentissement de la croissance des exportations - en fait, 2023 pourrait être une année encore plus difficile que 2022 pour le secteur extérieur de la Chine. Néanmoins, les marchés financiers ont récompensé la décision politique rapide de la Chine en organisant un rallye majeur de presque tous les instruments financiers liés à la Chine, de l'indice Hang Seng au taux de change du RMB, en l'espace de quelques semaines. Le raisonnement des investisseurs était simple : La fin de la politique de COVID-19 zéro a souligné la volonté des décideurs politiques de soutenir la croissance économique.

Lors de la dernière Conférence centrale sur le travail économique, les décideurs ont identifié trois grands défis économiques : l'affaiblissement de la demande, les chocs de la chaîne d'approvisionnement et la faiblesse des attentes.

Pour inverser la tendance à l'affaiblissement de la demande, il faut relancer l'investissement privé et les consommateurs chinois doivent s'adonner à une consommation de revanche. La stabilisation de la chaîne d'approvisionnement impliquera l'amélioration de l'environnement commercial dans un contexte géopolitique marqué par des zones de conflit. Concrètement, il s'agira de surpasser d'autres marchés axés sur l'investissement, tels que les pays de l'ANASE et l'Inde, qui pourraient bénéficier d'investissements se détournant de la Chine. La bonne nouvelle est que les attentes des investisseurs financiers se sont considérablement améliorées depuis la deuxième semaine de novembre 2022, grâce à l'assouplissement des restrictions COVID-19 et au renforcement du soutien politique au secteur immobilier en difficulté. L'assouplissement des contrôles de gestion du COVID-19 ne vise pas seulement à démontrer la capacité des décideurs politiques à peser le compromis délicat entre la croissance économique et la santé publique, mais il s'agit également d'une mesure efficace pour dissiper les doutes des investisseurs quant à la priorité accordée au développement économique dans le cadre de l'agenda politique global de la Chine.

Le principal risque auquel sont confrontés les consommateurs reste les incertitudes liées au marché immobilier, non pas parce que le secteur présente un risque systémique (le gouvernement chinois a les moyens de prévenir un tel risque), mais parce que les consommateurs pourraient thésauriser leur épargne s'ils ne voient pas d'avantages substantiels à détenir des biens immobiliers en tant qu'actifs financiers. Encourager l'augmentation de l'accession à la propriété, ce qui signifie en fait encourager l'endettement des consommateurs, sans alimenter une bulle immobilière, devient le principal défi.

La solution à long terme à ce problème est que les gouvernements locaux ne dépendent plus des ventes de terrains comme principale source de revenus. Toutefois, ce changement ne pourrait se faire que progressivement, à condition que le marché des obligations municipales soit rendu viable. À court terme, un marché du logement stable sera nécessaire. En pratique, cela signifie qu'il faut soutenir l'achèvement des projets en cours, offrir des incitations aux promoteurs en bonne santé pour qu'ils augmentent leurs investissements et consolider le secteur. Ce n'est pas une mince affaire, mais la liquidité est revenue sur les marchés obligataires offshore en USD en peu de temps, grâce au soutien politique apporté par les injections de liquidités, l'émission de dettes et la relance des options de cotation en bourse.

Si le marché de l'immobilier se stabilise, des promoteurs immobiliers plus solides verront le jour grâce au soutien politique supplémentaire et à la politique monétaire accommodante de la PBOC. La Fed entrant dans la phase finale de sa campagne de resserrement, l'assouplissement monétaire de la Chine est certainement soumis à moins de contraintes. Cela est d'autant plus vrai que l'indice USD/ CNY a reculé à 6,8, contre 7,3 il y a trois mois.

Si les consommateurs devenaient plus confiants et adoptaient une consommation de revanche, le gouvernement chinois pourrait éviter de mettre en place un vaste programme de relance budgétaire. Toutefois, le plus grand obstacle à surmonter est la relance des investissements privés au-delà du secteur de l'immobilier. C'est pourquoi la Conférence centrale sur le travail économique a mis l'accent sur le rôle du secteur privé. Les plateformes ont été mises en avant pour leur rôle clé dans le développement et l'internationalisation des entreprises chinoises. Nous nous attendons à ce que des mesures concrètes soient dévoilées à la suite de ces signaux, comme la réhabilitation du secteur du tutorat. Le point sous-jacent est que les décideurs politiques semblent avoir un sentiment d'urgence pour stimuler la consommation et l'investissement privé, car la demande extérieure pourrait être confrontée à un environnement plus difficile en 2023. Dans l'ensemble, nous prévoyons une croissance du PIB d'environ 5 % en 2023, avec une certaine marge de progression.

Russie

La hausse des prix mondiaux de l'énergie l'année dernière a soutenu la croissance dans tous les pays producteurs de pétrole. Pourtant, malgré la hausse des prix à l'exportation, la Russie a été le seul exportateur de pétrole à connaître une récession économique. Dans nos prévisions de l'automne 2021 précédant l'invasion, nous nous attendions à ce que l'économie russe croisse d'environ 2,5 % en 2022, en notant que les augmentations des principaux produits d'exportation de la Russie pourraient stimuler une croissance économique encore plus forte. Il s'est avéré que l'année dernière, l'économie russe a été inférieure d'environ 5 % à ce que nous avions prévu. Ce recul peut être considéré comme une approximation du coût macroéconomique que la Russie a payé pour sa première année de guerre.

Malgré cela, la contraction de l'économie russe a été moins importante que ce que nous avions prévu il y a un an. Si une partie de notre erreur de prévision peut être attribuée aux fortes hausses des prix du pétrole et du gaz l'année dernière, à la flexibilité des entreprises russes et aux longues périodes de transition pour les sanctions occidentales, la principale raison réside dans le remarquable pivot de la politique économique de la Russie. Pendant plus de deux décennies, la politique budgétaire de la Russie a été marquée par la prudence budgétaire et la limitation des déficits. La politique de change était fondée sur le libre flottement du rouble et la libre circulation des capitaux. Tous ces principes ont été mis à mal lorsque le gouvernement s'est efforcé de stabiliser la situation économique à la fin du mois de février 2022. Les marchés financiers ont été fermés pendant un mois et les flux de capitaux transfrontaliers ont été sévèrement limités. Lorsque les marchés ont rouvert, les avoirs des investisseurs occidentaux sont restés gelés, le chiffre d'affaires de la bourse russe était inférieur de moitié à son niveau d'avant l'invasion et le rouble avait cessé d'être une monnaie librement convertible. Cette évolution montre que le gouvernement ne se fait pas d'illusions sur un retour rapide des capitaux étrangers. La Russie s'attend à dépendre de sources de financement nationales pour les années à venir.

La baisse des recettes publiques et l'augmentation significative des dépenses due à la guerre ont rendu impossible l'équilibre du budget public, même avec de solides recettes pétrolières.

Les principaux objectifs de la politique économique au cours de la première année de guerre étaient de minimiser l'impact des sanctions et de se dissocier de l'Occident. Il a également été clairement établi que la transition économique vers une nouvelle normalité ne serait pas confiée aux forces du marché. À la suite de l'invasion, le rôle de l'État dans l'économie et la société s'est accru. Les grandes entreprises, en particulier, sont de plus en plus soumises aux caprices du pouvoir. Les choix de politique économique effectués l'année dernière ont poussé l'économie sur la voie d'une économie de guerre. L'incertitude de la guerre et des sanctions freinant la consommation intérieure, nous ne prévoyons pas de croissance de la consommation privée cette année. Le chômage devrait rester proche de ses niveaux historiques, surtout si le gouvernement poursuit sa mobilisation partielle des réserves militaires, qui a conduit un grand nombre de personnes à quitter le pays. Les licenciements massifs risquent également d'être considérés comme des actes antipatriotiques.

De nombreuses grandes et moyennes entreprises ont été rentables l'année dernière. En principe, cela devrait soutenir la croissance des salaires cette année, mais les performances des entreprises ont été très variables d'un secteur à l'autre de l'économie. Les sanctions ont frappé de plein fouet les entreprises qui dépendent des exportations et des importations (par exemple, les constructeurs automobiles et l'industrie de transformation du bois). L'année dernière, l'industrie automobile a employé environ 245 000 personnes, soit un peu moins de 5 % de la main-d'œuvre du secteur manufacturier russe. Le nombre de personnes travaillant dans l'industrie de transformation du bois était d'environ 122 000.

Environ un tiers des entreprises de ces deux secteurs ont enregistré des pertes l'année dernière. En outre, ces industries en difficulté tendent à se concentrer dans des régions spécifiques, ce qui exacerbe encore les disparités régionales en matière d'évolution des salaires réels. Les salaires ont fortement augmenté l'année dernière, en particulier dans certaines des régions les plus pauvres des districts fédéraux de l'Oural et de la Sibérie, ainsi qu'en Bouriatie, dans le district fédéral de l'Extrême-Orient. En revanche, les salaires moyens dans les régions riches du district fédéral central, telles que Moscou et Kaluga, n'ont pas suivi le rythme de l'inflation.

Nous nous attendons à ce que la consommation publique augmente cette année, en particulier dans les domaines de la sécurité intérieure et de la défense. Dans le même temps, la baisse des prix du pétrole et la récession économique devraient réduire considérablement les recettes du secteur public. Nous nous attendons donc à ce que le déficit budgétaire de cette année dépasse largement le déficit budgétisé de 2 % du PIB.

La contraction du volume des exportations pourrait être moins importante que nous ne l'avions prévu. Cela s'explique en partie par le mécanisme de plafonnement des prix du G7 imposé en décembre 2022 (pétrole brut) et en février 2023 (produits pétroliers). Pour éviter de perturber les marchés mondiaux de l'énergie, le mécanisme a été conçu pour réduire les prix à l'exportation du pétrole brut et des produits pétroliers russes, et non pour réduire les volumes d'exportation.

Nous prévoyons que le PIB russe se contractera encore de 2 % cette année. En l'absence de changements significatifs dans la situation de guerre ou dans le régime des sanctions, la Russie devrait connaître une croissance économique proche de zéro en 2024. Les perspectives de croissance à moyen terme dépendent avant tout de la manière dont la guerre se terminera.

La décision de la Russie d'attaquer l'Ukraine a poussé l'économie russe vers un retour structurel à une économie autarcique. Pour réussir, ce changement implique des investissements importants dans la production intérieure et dans de nouvelles voies de transport. Elle implique également une augmentation de la production militaire qui devrait se poursuivre tant que l'administration actuelle restera au pouvoir. Ce changement prive inévitablement d'autres secteurs de l'économie de ressources, ce qui limite leur capacité à tirer parti d'opportunités d'investissement plus productives.

Cet ajustement structurel implique la canalisation des ressources économiques des industries de services vers l'industrie de la défense et les industries qui produisent des biens pour le marché intérieur. Le manque de composants et d'intrants étrangers augmente les coûts de production et oblige les entreprises à recourir, dans une certaine mesure, à des matériaux de qualité médiocre. Une autre conséquence du changement structurel est la simplification des produits finaux. Les constructeurs automobiles russes, par exemple, produiraient aujourd'hui des voitures sans airbags et autres caractéristiques standard. L'adaptation aux conditions de guerre et la substitution des importations varient naturellement d'une branche à l'autre et même d'une entreprise à l'autre.

Ce changement structurel est susceptible d'entraîner une baisse de la productivité russe et de la tendance à la croissance potentielle à long terme du pays. Selon des estimations récentes, le potentiel de croissance à long terme de la Russie est inférieur à 1 % par an.

Le passage d'une économie de marché à un modèle de guerre rendra également plus difficile le suivi et l'analyse de l'évolution de l'économie russe. Les effets éventuels des sanctions peuvent être dissimulés par des décrets officiels ou des mesures de soutien du gouvernement. Les indicateurs économiques traditionnels, tels que le produit intérieur brut, risquent également de perdre de leur pertinence. Le PIB ne mesure que la valeur ajoutée de la production, et non ses effets sur le bien-être. L'ajustement des calculs du PIB en fonction de la qualité des produits est une tâche non triviale. Il est peu probable que la substitution des importations occidentales de haute qualité par des composants de faible qualité produits dans le pays soit entièrement reflétée dans les comptes nationaux. Si la guerre augmente la production militaire, les destructions causées par l'invasion n'apparaissent pas dans les comptes nationaux de la Russie. Au contraire, la guerre peut augmenter les chiffres du PIB de l'agresseur.

La viabilité des finances publiques de la Russie et le déroulement de la guerre constituent les risques les plus importants de nos prévisions. Nous supposons que la Russie n'aura guère de difficultés à couvrir ses déficits budgétaires dans un avenir proche. Cependant, le gouvernement ne peut pas continuer à s'endetter longtemps sans attiser l'inflation et déprimer l'investissement privé. Il est possible que le gouvernement parvienne à rééquilibrer ses dépenses pour atteindre un taux d'absorption plus modeste à mesure que la croissance du secteur privé se redresse. Toutefois, dans les conditions actuelles, il est impossible d'évaluer la probabilité qu'un tel scénario se réalise.

Si l'activité privée ne reprend pas, le gouvernement pourrait éprouver des difficultés à réduire les dépenses publiques. Dans ce scénario, les déficits budgétaires doivent de plus en plus être financés par des émissions de dette intérieure. L'augmentation constante de la dette publique pourrait compliquer considérablement l'accès des entreprises au financement et ralentir la reprise des investissements du secteur privé. Les entités publiques (le gouvernement central et quelques grandes régions) représentent déjà collectivement plus de la moitié de toutes les obligations émises en Russie. D'autre part, un financement accru de la banque centrale pourrait alimenter des pressions inflationnistes incontrôlables susceptibles de déclencher une nouvelle crise financière.

Il est difficile de concilier une voie économique qui implique un découplage avec l'Occident et le maintien d'une position de guerre avec une voie distincte qui assure une croissance économique soutenue et un meilleur niveau de vie pour les Russes moyens. Après un an de guerre, il semble que les responsables de la politique économique russe aient choisi la première voie. Les conséquences finales de cette décision ne seront visibles que dans plusieurs années.

ÉTATS-UNIS

Un "atterrissage en douceur" de l'économie américaine pourrait être en vue. La baisse des ventes au détail et de la production industrielle en fin d'année a rappelé que l'économie ralentissait, mais le mois de janvier a montré des signes que l'économie pourrait encore croître trop rapidement au goût de la Fed. Quelques obstacles supplémentaires sont toutefois apparus sur la piste d'atterrissage. Les prévisions économiques de Deloitte restent optimistes, mais tiennent compte de certains risques très importants pour l'année prochaine.

Quatre problèmes clés doivent être résolus pour que l'économie continue de croître :

- 1. Les marchés du travail doivent se détendre. En janvier 2023, l'emploi a augmenté de plus d'un demi-million de personnes. C'est tout simplement insoutenable lorsque la population en âge de travailler augmente à un rythme tendanciel d'environ 50 000 personnes par mois. Si l'emploi ne ralentit pas, la croissance des salaires pourrait s'accélérer. La Fed réagirait alors très fortement, et la poursuite des hausses de taux d'intérêt représente un danger évident pour la croissance économique.
- 2. La Fed a relevé rapidement les taux d'intérêt en 2022, et l'impact de ces hausses de taux d'intérêt pourrait se faire sentir en 2023. Nous ne savons pas encore si la Fed a été trop agressive en 2022. Le scénario de référence de Deloitte suppose que l'impact de la hausse des taux d'intérêt jusqu'à présent n'est pas suffisant pour faire entrer l'économie en récession.
- 3. Le Congrès doit voter le relèvement du plafond de la dette. S'il ne le fait pas, le Trésor américain pourrait ne pas être en mesure de payer ses factures, ce qui pourrait entraîner une baisse des dépenses et, surtout, une forte volatilité des marchés financiers (voir l'encadré "Le problème imminent du plafond de la dette").
- 4. Le Congrès et le président doivent se mettre d'accord sur un budget pour le gouvernement fédéral avant le 1er octobre. Le budget se présente sous la forme de 12 projets de loi de finances. Si tous ces projets de loi de finances ne sont pas adoptés et signés avant le 1er octobre, les dépenses publiques diminueront. Cette situation n'est pas de nature à provoquer une récession, mais elle accroîtrait certainement l'incertitude des entreprises.

Trois scénarios peuvent être identifiés :

Scénario de base (60 %): La croissance économique ralentit en 2023, mais jamais suffisamment pour mériter le qualificatif de récession. Le resserrement de la politique monétaire, le ralentissement de la croissance en Europe et en Chine, la hausse des prix de l'énergie et la cherté du dollar constituent des vents contraires importants pour l'économie. Toutefois, les ménages continuent d'augmenter leurs dépenses pour répondre à la demande refoulée de services tels que les loisirs et les voyages. Les investissements des entreprises continuent de croître, en particulier dans les équipements de traitement de l'information et les logiciels. L'investissement dans les structures non résidentielles reste toutefois faible, car l'offre excédentaire d'immeubles de bureaux et d'espaces commerciaux pèse sur le marché.

En outre, l'effondrement du marché du logement constitue véritablement une récession pour ce secteur. L'inflation se stabilise autour de 2 % à la fin de 2023, car la demande de biens ralentit et les entreprises résolvent leurs problèmes de chaîne d'approvisionnement.

Retour de l'inflation (10 %): La baisse de l'inflation due au relâchement des pressions de la chaîne d'approvisionnement s'avère temporaire. La vigueur continue du marché du travail pousse les salaires à la hausse, ce qui entraîne une augmentation des coûts et des prix. La Fed, qui a tenté de ralentir l'inflation par une thérapie de choc en 2022, se montre réticente ou incapable de ralentir suffisamment le marché du travail pour que cela ait de l'importance, et l'inflation s'installe aux alentours de 6 %. Les taux d'intérêt nominaux atteignent des niveaux qui auraient été pénalisants il y a seulement quelques années, mais l'activité économique reste relativement forte.

La prochaine récession (30 %): L'accent mis par la Fed sur l'inflation l'amène à minimiser les risques pour l'économie jusqu'à ce qu'il soit trop tard. En plus de ce choc financier, les autorités américaines ne parviennent pas à trouver un accord en temps voulu sur le plafond de la dette et le budget 2024. Bien que le choc financier soit moins important qu'en 2008, l'économie, déjà faible, subit une contraction substantielle de 2,7 % à la fin de 2023. Le taux de chômage dépasse les 5 %, ce qui atténue en partie, mais pas totalement, la pression sur le marché de l'emploi. Le choc incite le Congrès et le président à se concentrer sur une solution budgétaire, et la Fed à modérer sa politique. L'économie rebondit en 2024.

Le secteur du logement a surpassé l'ensemble de l'économie au lendemain de la pandémie, car les acheteurs et les vendeurs ont trouvé des moyens de contourner les restrictions imposées par la pandémie. Mais les choses se sont inversées. Avec la hausse des taux d'intérêt de la Fed et l'apparition de l'inflation, les taux d'intérêt à long terme ont augmenté de manière spectaculaire. Il en résulte une baisse des mises en chantier, qui sont passées de 1,7 million au premier trimestre 2022 à 1,4 million au quatrième trimestre. Et les prix des logements, qui avaient fortement augmenté à partir du milieu de l'année 2021, se sont stabilisés et ont même commencé à baisser dans certains endroits.

La baisse des prix de l'immobilier ne pourra toutefois pas résoudre le problème de l'accessibilité financière, en raison de la hausse des taux hypothécaires.

Deloitte s'attend à ce que la chute de la construction prenne fin d'ici le milieu de l'année. Le secteur du logement pourrait rebondir pendant un an ou deux après la fin de la récession actuelle.

Les données démographiques, quant à elles, suggèrent que le logement n'est pas susceptible de devenir un moteur essentiel de la croissance économique dans un avenir prévisible. La croissance de la population semble s'être ralentie à moins de 0,5 % par an (contre plus de 1 % pendant le boom immobilier des années 2000). Les prévisions de base supposent qu'après la reprise de l'actuel ralentissement de l'activité immobilière, les mises en chantier commenceront à diminuer. Une croissance plus rapide du logement à moyen terme nécessiterait une augmentation plus rapide de la population, très probablement par le biais de l'immigration. Sinon, la demande accrue de logements pendant la pandémie sera probablement un phénomène à court terme.

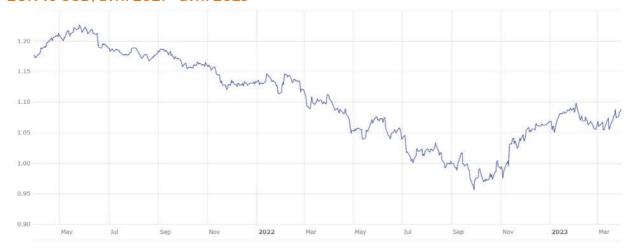
Taux de change

Le taux de change entre deux monnaies est un moteur important du commerce. Toutes choses égales par ailleurs, une monnaie forte dans le pays A (par rapport aux partenaires commerciaux) favorisera les importateurs du pays A, tandis qu'une monnaie faible dans le pays A favorisera les exportateurs du pays A.

Les fluctuations des taux de change affectent donc le commerce et les industries, et l'industrie européenne de la scierie ne fait pas exception à la règle. Il est donc utile d'inclure une vue d'ensemble des taux de change dans ce chapitre. Dans les figures cidessous, nous présentons le taux de change de l'euro par rapport à différentes devises au cours des deux dernières années (données mises à jour à la mi-avril 2023).

L'euro vis-à-vis du dollar américain s'est déprécié pendant un peu moins d'un an et demi, jusqu'à l'automne 2022, passant même en dessous de la parité pour la première fois en vingt ans. Depuis lors, l'euro a commencé à s'apprécier et, à la fin du premier trimestre 2023, il est à nouveau au-dessus de la parité, à 1 euro = 1,09 dollar. Au cours des deux dernières années, le dollar a atteint son niveau le plus bas (par rapport à l'euro) en mai 2021, avec 1 euro = 1,23 dollar, et son niveau le plus élevé en septembre 2022, avec 1 euro = 0,95 dollar.

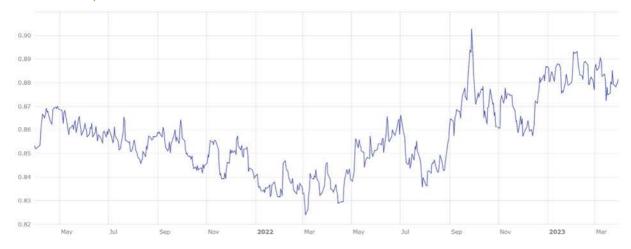
EUR vs USD. avril 2021 - avril 2023



Source: European Central Bank, 2023

Du printemps 2021 au printemps 2022, la livre sterling s'est appréciée par rapport à l'euro, puis une tendance à la dépréciation s'est amorcée, qui a culminé avec le pic de septembre 2022 lors des turbulences liées au gouvernement Truss. Depuis lors, la livre reste relativement faible, conformément au taux de change moyen post-Brexit. Au cours des deux dernières années, la livre sterling a atteint son niveau le plus élevé (par rapport à l'euro) en mars 2022 (1 euro = 0,82 livre sterling) et son niveau le plus faible en septembre 2022 (1 euro = 0,90 livre sterling).

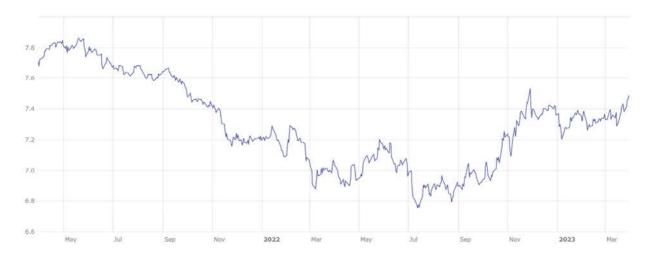
EUR vs GBP, avril 2021 - avril 2023



Source: European Central Bank, 2023

En 2021 et jusqu'à l'été 2022, le yuan s'est apprécié par rapport à l'euro, mais au cours du second semestre 2022, une tendance à la dépréciation s'est amorcée et se poursuit, bien que très modérément, à l'heure où nous écrivons ces lignes. Au cours des deux dernières années, le CNY a atteint son niveau le plus élevé (par rapport à l'euro) en juillet 2022, lorsque 1 euro = 6,75 CNY, et son niveau le plus faible en mai 2021, lorsque 1 euro = 7,86 CNY.

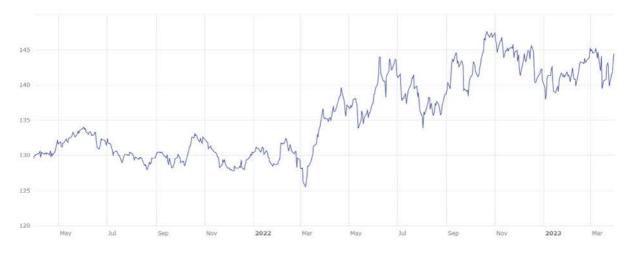
EUR vs CNY, avril 2021 - avril 2023



Source: European Central Bank, 2023

Après une année 2021 relativement stable jusqu'au premier trimestre 2022, l'euro s'est apprécié par rapport au yen japonais au cours de l'année écoulée. Au cours des six derniers mois, cette tendance s'est ralentie. Au cours des deux dernières années, le yen a atteint son niveau le plus élevé (par rapport à l'euro) en mars 2022, lorsque 1 euro = 125 yens, et son niveau le plus faible en octobre 2022, lorsque 1 euro = 147 yens.

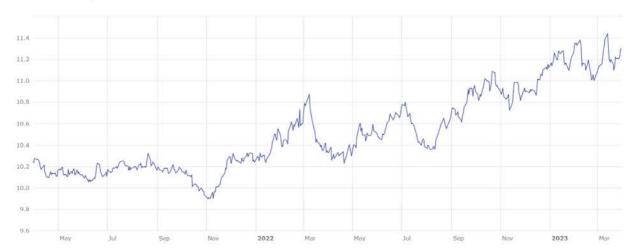
EUR vs JPY, avril 2021 - avril 2023



Source: European Central Bank, 2023

L'euro n'a jamais été aussi fort par rapport à la couronne suédoise depuis 13 ans et la tendance à l'appréciation semble se poursuivre. Toutes choses égales par ailleurs, cela favorise les exportateurs suédois. Au cours des deux dernières années, la SEK a atteint son niveau le plus élevé (par rapport à l'EUR) en novembre 2021, lorsque 1 euro = 9,89 SEK, et son niveau le plus faible en mars 2023, lorsque 1 euro = 11,43 SEK.

EUR vs SEK, avril 2021 - avril 2023

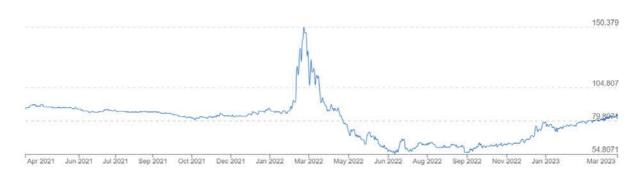


Source: European Central Bank, 2023

En raison de l'activité actuelle sur le marché EUR/RUB, la Banque centrale européenne (BCE) n'est pas en mesure de fixer un taux de référence représentatif des conditions prévalant sur le marché. La BCE a donc décidé de suspendre la publication d'un taux de référence de l'euro pour le rouble russe jusqu'à nouvel ordre. La BCE a publié pour la dernière fois un taux de référence EUR/RUB le 1er mars 2022.

À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le rouble a subi une dépréciation massive, suivie d'une appréciation rapide. Toutefois, depuis septembre 2022, le rouble a recommencé à se déprécier.

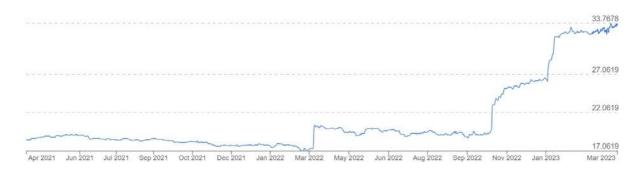
EUR vs RUB, avril 2021 - avril 2023



Source: www.xe.com

La livre égyptienne ne cesse de se dévaluer par rapport à l'euro. En 2016, 1 euro valait 8 livres et en avril 2023, 1 euro vaut plus de 33 livres.

EUR vs EGP, avril 2021 - avril 2023



Source: www.xe.com

ANALYSE DES FORÊTS ET DE L'APPROVISIONNEMENT EN MATIÈRES PREMIÈRES DANS L'UNION EUROPÉENNE, ET APERÇU DANS LE RESTE DU MONDE

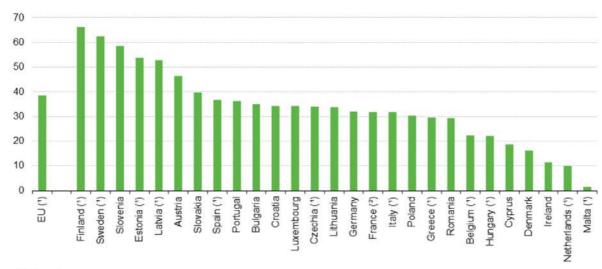
Ces informations proviennent d'Eurostat, du Centre commun de recherche de la Commission européenne (CCR) et du Comité des forêts et de l'industrie forestière (COFFI) de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe/Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (CEE/FAO), section Forêts et bois.

Vue d'ensemble des forêts dans l'UE : Eurostat

Les forêts dans l'UE

En 2020, l'UE comptait environ 160 millions d'hectares de forêts (à l'exclusion des autres terres boisées); en termes relatifs, cela signifie que les forêts couvraient 39 % de la superficie de l'UE. Les forêts couvrent plus de la moitié du territoire national (terrestre) dans cinq États membres : Finlande (66 %), Suède (63 %), Slovénie (58 %), Estonie (54 %) et Lettonie (53 %). En termes absolus, c'est en Suède que l'on trouve la plus grande surface forestière (27,9 %). en Suède (27 980 milliers d'ha), en Finlande (22 409 milliers d'ha) et en Lettonie (53 %). (22 409 000 ha) et l'Espagne (18 572 000 ha), selon les estimations, estimée.

Forêts dans l'UE en 2020, en % de la superficie totale des terres



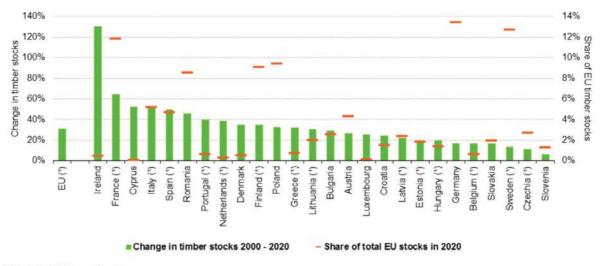
(1) Estimates.

(2) Estimates refering to metropolitan France

Source: Eurostat

Les stocks de bois dans les forêts de l'UE étaient estimés à 28,3 milliards de m3 (plus écorce) en 2020. L'Allemagne en représentait la plus grande part (13,4 %), suivie de la Suède (12,7 %) et de la France (11,8 %). Les stocks de bois dans les forêts ont augmenté dans tous les États membres, soit une croissance de 30,6 % au niveau de l'UE au cours de la période 2000-2020. La plus forte augmentation a été estimée pour l'Irlande (130 %), la France (64 %), Chypre et l'Italie (52 %), tandis qu'à l'autre extrémité du spectre, une augmentation beaucoup plus modérée a été estimée pour la Suède (14 %) ainsi que pour la Tchécoslovaquie (11 %) et la Slovénie (6 %).

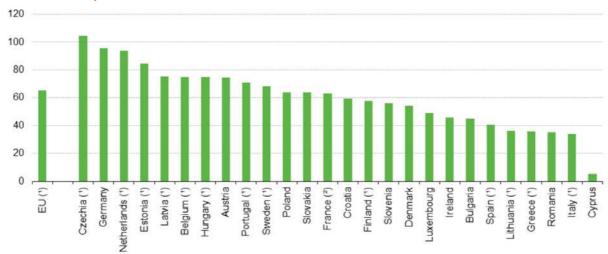
Stocks de bois dans les forêts de l'UE, 2000-2020



(¹) Data for 2020 are estimates.
Note: All data for 2000 are estimates. Data for France refer to metropolitan France. Malta: not available.

Au total, on estime que 65 % de l'accroissement annuel net du bois dans les forêts de l'UE a été prélevé par l'industrie forestière en 2020, l'accroissement net étant défini comme "la croissance annuelle moyenne du volume de bois moins la mortalité annuelle moyenne (récurrente)". D'autres sources (voir le sous-chapitre 2.3 ci-dessous) indiquent une part plus élevée, mais toujours bien inférieure à 100 % de l'accroissement annuel net. La part des prélèvements par rapport à l'accroissement net varie entre 30 et >100 % dans les États membres de l'UE, à l'exception de Chypre, où seuls 5 % de l'accroissement net ont été abattus et retirés de la forêt. Dans trois pays, les prélèvements ont dépassé 90 % de l'accroissement net : La Tchécoslovaquie (estimée à 104 %), l'Allemagne (96 %) et les Pays-Bas (estimés à 94 %). La part élevée de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne s'explique facilement par la crise du scolyte qui a contraint les exploitants à retirer de grandes quantités de bois dans les forêts pour éviter qu'il ne pourrisse. À l'exception des Pays-Bas, qui ne sont pas un acteur important dans la fourniture de bois, tous les autres pays de l'UE se situent bien en dessous de 90 %, ce qui montre que la surface forestière ne cesse d'augmenter dans l'ensemble de l'UE.

Part des absorptions de bois dans l'accroissement net des forêts de l'UE, 2020



- (1) Data are estimates
- (2) Data refer to metropolitan France and only forest available for wood supply.
- Note: Increment refers to the volume of wood grown less average annual mortality. Removals are measured overbark.

Source: Eurosta

Indicateurs économiques pour la sylviculture et l'exploitation forestière

La valeur ajoutée, en termes économiques, de la sylviculture et de l'exploitation forestière est présentée pour l'UE et les États membres dans le tableau page suivante. La valeur ajoutée brute (VAB) totale générée par la sylviculture et l'exploitation forestière dans l'UE était de 23,2 milliards d'euros en 2020. En termes absolus, c'est en Finlande (4,0 milliards d'euros), en Suède (3,2 milliards d'euros) et en France (2,8 milliards d'euros) que ces industries ont généré la plus grande valeur ajoutée brute en 2020. Veuillez noter que ce tableau présente les données de VAB pour 2000 et 2020 en prix courants (c'est-à-dire non corrigés de l'inflation). Elles ne peuvent donc pas être utilisées directement pour effectuer des comparaisons dans le temps ou commenter des tendances temporelles. Les valeurs de la VAB liées au PIB, présentées dans les dernières colonnes, peuvent mieux répondre à cet objectif. Elles donnent également une indication de l'importance économique de la sylviculture et de l'exploitation forestière dans l'ensemble de l'économie du pays.

Les valeurs de ces dernières colonnes montrent que la VAB de la sylviculture et de l'exploitation forestière représentait 0,17 % du PIB de l'UE en 2020, soit 19 % de moins que la part de 0,21 % en 2000. La VAB générée par la sylviculture et l'exploitation forestière représentait plus de 1 % du PIB dans quatre États membres en 2000 : Suède, Estonie, Lettonie et Finlande. En 2020, c'était encore le cas pour deux États membres (Lettonie et Finlande), et dans les deux pays, la contribution relative de la VAB de la sylviculture et de l'exploitation forestière au PIB a augmenté au cours de cette période. En moyenne, les forêts des pays de l'UE ont généré 146 €/ha de VAB en 2020. La valeur ajoutée la plus élevée par zone forestière a été estimée pour les Pays-Bas (457 €/ha), la République tchèque (341 €/ha) et le Danemark (340 €/ha) en 2020. Cet indicateur doit être interprété avec prudence lorsqu'il est utilisé pour comparer la productivité économique de la sylviculture et de l'exploitation forestière dans l'UE, car il peut être influencé par les types d'activités exercées par le secteur de la sylviculture et de l'exploitation forestière.

Indicateurs économiques pour la sylviculture et l'exploitation forestière

	Gross valu	ie added		value rest area	Gross value % of	added as a GDP	
	(million €, current prices)		(€ / hectare)		(%)		
	2000	2020	2000	2020	2000	2020	
EU (')	16 698	23 243	110	146	0.2	0.2	
Belgium (1)	100	94	149	136	0.0	0.0	
Bulgaria	52	198	15	51	0.4	0.3	
Czechia (1)	388	912	147	341	0.6	0.4	
Denmark	129	234	226	340	0.1	0.1	
Germany	1 601	1 227	141	107	0.1	0.0	
Estonia (')	69	267	31	110	1.1	1.0	
Ireland	53	38	84	48	0.0	0.0	
Greece (')	64	60	18	15	0.0	0.0	
Spain (')	1 546	918	90	49	0.2	0.1	
France	2 674	2 898	175	166	0.2	0.1	
Croatia	106	226	56	116	0.4	0.4	
Italy (1)	1 083	2 112	129	221	0.1	0.1	
Cyprus	1	2	:	13		0.0	
Latvia (¹)	123	490	38	144	1.4	1.6	
Lithuania	65	212	32	96	0.5	0.4	
Luxembourg	12	8	140	94	0.1	0.0	
Hungary (1)	143	239	74	116	0.3	0.2	
Malta (')	0	0	0	0	0.0	0.0	
Netherlands (1)	76	169	211	457	0.0	0.0	
Austria	784	756	204	194	0.4	0.2	
Poland	706	1716	78	181	0.4	0.3	
Portugal	1 253	818	382	245	1.0	0.4	
Romania	193	1 559	30	223	0.5	0.7	
Slovenia	93	269	75	227	0.4	0.6	
Slovakia	129	575	68	295	0.6	0.6	
Finland (')	2 239	4 046	100	181	1.6	1.7	
Sweden (1)	3 021	3 202	107	114	1.1	0.7	

^(:) not available

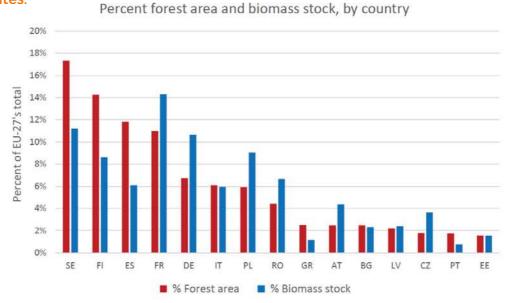
Stock de biomasse dans les forêts européennes : CCR

Selon une étude publiée au début de l'année 2023 par le CCR, le Centre commun de recherche de la Commission européenne, le stock total de biomasse aérienne vivante des forêts de l'UE en 2020 est égal à 18,4 milliards de tonnes de matière sèche sur une superficie forestière43 de 157 millions d'hectares, ce qui correspond à une densité de biomasse moyenne de 117 tonnes par hectare.

Les forêts d'Europe centrale stockent la majeure partie du stock de biomasse (10 milliards de tonnes) et présentent la densité de biomasse la plus élevée (176 tonnes/ha), qui diminue progressivement en direction du sud et du nord de l'Europe. Les pays ayant le plus grand stock de biomasse sont principalement situés en Europe centrale (DE, FR, PL) et septentrionale (SE, FI), où la plus faible densité de biomasse (73 tonnes/ha) est compensée par les grandes étendues de forêts. Les forêts du sud présentent une densité de biomasse similaire à celle des forêts du nord, mais leur plus petite étendue se traduit par un stock de biomasse plus faible.

⁽¹⁾ Data on forest area for 2020 are estimates.

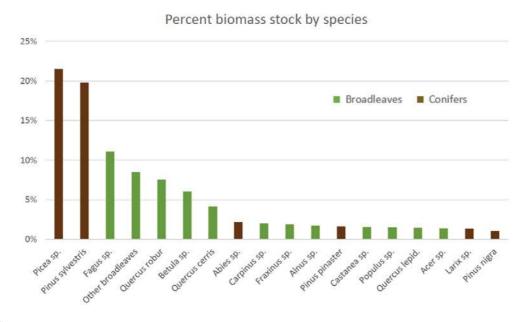
Superficie forestière et stock de biomasse par pays en 2020 en fraction du total de l'UE-27, classés par pourcentage de la superficie forestière. Seuls les pays dont la superficie forestière est supérieure à 1 % de la superficie forestière totale de l'UE-27 sont représentés.



Source: JRC

La biomasse forestière de l'UE est presque également répartie entre les feuillus (50,7 %) et les conifères (49,3 %), et est principalement produite par deux conifères, Picea sp. (21,5 %) et Pinus sylvestris (19,8 %), suivis par les feuillus Fagus sylvatica (11 %), Quercus robur (8 %), Betula sp. (6 %) et Quercus cerris (4 %).

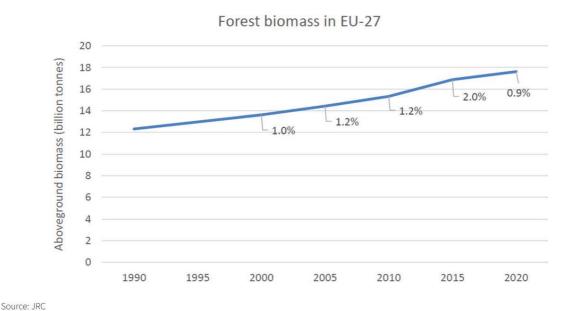
Stock de biomasse par espèce en fraction de la valeur totale. Les conifères sont en brun, les feuillus en vert. Les données concernent 22 pays de l'UE, couvrant 95 % de la superficie forestière de l'UE. À des fins de représentation, seules les espèces dont le stock de biomasse est supérieur à 1 % du stock total sont représentées.



Source: JRC

La tendance temporelle de la biomasse forestière indique que le stock de biomasse de l'UE-27 a augmenté au cours de la période 1990-2020, mais que sa croissance s'est ralentie au cours des cinq dernières années. En effet, le pourcentage de croissance annuelle est passé de 1 % à 2 % au cours de la période 1990-2015, puis a diminué pour atteindre seulement 0,9 % au cours de la période 2015-2020.

Évolution du stock de biomasse forestière aérienne de l'UE-27 au cours de la période 1990-2020 selon les données de SoEF 2020. Les valeurs en pourcentage représentent le taux de variation annuel par rapport à la période précédente. Il n'y a pas de rapport pour l'année 1995.

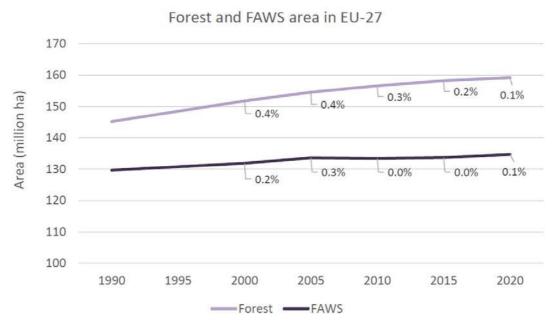


Les forêts de l'Union européenne disponibles pour l'approvisionnement en bois : CCR

Selon le CCR, l'évaluation de la superficie forestière disponible pour l'approvisionnement en bois (ci-après dénommée "FAWS") varie légèrement en fonction des sources. La superficie disponible pour l'approvisionnement en bois en Europe représente 89 % de la superficie forestière totale selon les statistiques de référence et 87 % selon la carte des superficies FAWS préparée par le CCR. En termes de biomasse, le stock disponible pour l'approvisionnement en bois représente 92 % du stock total sur pied selon les statistiques de référence et 88 % selon la carte de la biomasse du FAWS.

La superficie forestière de l'UE-27 a toujours augmenté au cours de la période étudiée, mais l'intensité de la croissance a diminué régulièrement, avec un pourcentage de croissance annuelle qui est passé de 0,4 % avant l'an 2000 à seulement 0,1 % entre 2015 et 2020.

Évolution de la superficie forestière totale (en haut) et de la superficie des FAWS (en bas) de l'UE-27 au cours de la période 1990-2020 selon les données du SoEF. Les valeurs en pourcentage représentent le taux de changement annuel par rapport à la période précédente. Il n'y a pas de rapport pour l'année 1995 et les taux de changement annuels en 2000 se réfèrent à la période 1990 - 2000. À des fins de représentation, l'axe des y ne commence pas à 0.



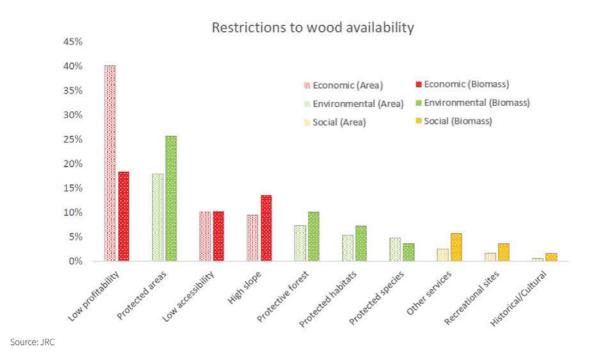
Source: JRC

Les limites à la disponibilité des forêts pour l'approvisionnement en bois ont été calculées par le CCR. Dans l'ensemble, les restrictions économiques sont responsables de 60 % des forêts non disponibles en termes de superficie, mais seulement de 42 % en termes de biomasse, car elles touchent des forêts souvent caractérisées par une faible productivité et donc un faible stock de biomasse. En revanche, les restrictions environnementales ont été responsables de 35 % des forêts non disponibles en termes de superficie, mais de 47 % en termes de biomasse, parce qu'elles incluaient des zones protégées avec des forêts anciennes caractérisées par une forte densité de biomasse. Les restrictions sociales ont joué un rôle moins important mais non négligeable, étant responsables de 5 % de la forêt non disponible en termes de superficie et de 11 % en termes de biomasse. Parmi les restrictions économiques, la faible rentabilité a été le principal facteur limitant l'utilisation de la forêt, entraînant l'indisponibilité de 40 % de la surface (18 % de la biomasse) pour l'approvisionnement en bois, principalement dans les forêts scandinaves peu productives. La faible accessibilité des forêts est responsable de l'indisponibilité de 10 % de la superficie (10 % de la biomasse), principalement en raison de la distance excessive par rapport aux routes forestières. De même, la pente excessive du terrain a entraîné l'indisponibilité de 10 % de la superficie et de 13 % de la biomasse pour l'approvisionnement en bois.

Parmi les restrictions environnementales, les zones protégées, les habitats et les espèces représentaient ensemble 28 % de la superficie et 37 % de la biomasse non disponibles pour l'approvisionnement en bois, les zones protégées étant la principale catégorie (18 % de la superficie et 26 % de la biomasse), suivies par les habitats protégés, principalement représentés par le réseau Natura 2000, et les espèces protégées, principalement dues aux chênes dans la péninsule ibérique et au Pinus mugo dans les Alpes. Les forêts de protection, y compris les forêts destinées à la protection des sols et à la régulation des eaux, représentaient 7 % de la superficie et 10 % de la biomasse non disponible pour l'approvisionnement en bois.

Parmi les restrictions sociales, le principal facteur limitant était l'utilisation des forêts pour des biens et services immatériels, principalement à des fins récréatives et, dans une moindre mesure, pour des sites culturels et spirituels. L'utilisation des forêts pour des biens et services physiques, tels que les pépinières forestières, les enclos à gibier et les lignes électriques, concernait une zone plus restreinte. Cependant, la restriction sociale spécifique n'a pas été signalée pour 37% de la zone, où la forêt était utilisée de manière générique pour des biens et services non liés à l'exploitation.

Contribution en pourcentage de chaque restriction à la forêt disponible pour l'approvisionnement en bois en termes de superficie (barres de gauche avec des couleurs claires) et de biomasse (barres de droite avec des couleurs foncées). Les restrictions sont divisées en trois catégories principales : les restrictions économiques (rouge), environnementales (vert) et sociales (orange).



Selon les rapports internationaux, la superficie totale et le stock de biomasse des forêts de l'UE ont augmenté au cours de la période 1990-2020, mais leur taux de croissance s'est considérablement ralenti au cours des cinq dernières années. En revanche, la superficie forestière disponible pour l'approvisionnement en bois a augmenté depuis 1990, mais elle est devenue stable depuis 2005.

Cette dynamique se reflète dans l'évolution temporelle de l'accroissement annuel net. L'accroissement forestier moyen dans l'UE a augmenté de 1950 à 2005 mais, entre 2005 et 2015, il est resté assez stable et, selon les données et les résultats de modélisation les plus récents, il devrait diminuer au cours de la période 2020 - 2025. Cette évolution de l'accroissement annuel net est probablement due à différents facteurs, l'un d'entre eux étant le vieillissement des forêts européennes, en particulier des peuplements de feuillus. En revanche, le niveau de récolte dans l'UE a été relativement stable entre 1960 et 1985, mais a montré une nette tendance à la hausse entre 1990 et 2015. Cette tendance est liée au vieillissement des forêts, à l'augmentation de la demande de bois sur le marché et à l'augmentation substantielle des perturbations naturelles, et des coupes de récupération nécessaires, observées au cours des dernières années, en particulier en Europe centrale. Par exemple, en raison de la pire épidémie de scolytes jamais enregistrée, la République tchèque a doublé ses prélèvements en 2019 par rapport à 2014.

Le rapport entre les abattages et l'accroissement net (ou taux d'abattage) est une variable clé car il détermine l'évolution temporelle du stock de biomasse forestière et influe sur la disponibilité future du bois. Le taux d'abattage a lentement diminué, passant de 82 % à 78 % de l'INA entre 2000 et 2015, mais on estime qu'il augmentera et atteindra 88 % de l'accroissement annuel net en 2020. Le taux d'abattage a donc augmenté au cours de la dernière décennie en raison, d'une part, de la demande croissante de bois sur le marché et, d'autre part, de la stabilité (ou de la diminution) de l'accroissement net, mais il reste inférieur à l'accroissement annuel net actuel. Toutefois, l'impact croissant des perturbations naturelles peut encore réduire la part marginale de l'accroissement disponible pour l'approvisionnement en bois. En fait, l'Europe est témoin d'une augmentation de la variabilité du climat et des extrêmes climatiques qui ont provoqué une hausse de la mortalité des arbres et une réduction de la productivité. En outre, les sécheresses et les vagues de chaleur s'ajoutent à d'autres perturbations naturelles telles que les incendies et les épidémies de ravageurs, multipliant ainsi les effets négatifs sur l'accroissement forestier attendu dans les années à venir.

Approvisionnement en bois en Europe

Les tableaux ci-dessous concernent l'approvisionnement en bois en Europe, respectivement pour les résineux et les feuillus. Malheureusement, les données de certains pays importants ne sont pas disponibles, de sorte que le total est sous-estimé. Les années 2022 et 2023 sont des estimations. Les données sont exprimées en milliers de m3.

Les principales utilisations du bois brut sont les suivantes : le bois utilisé par l'industrie pour être transformé en d'autres produits (grumes pour la production de bois scié, bois de trituration pour la production de pâte à papier) et le bois de chauffage utilisé à des fins énergétiques. Les tableaux ci-dessous présentent la répartition des utilisations dans chaque pays européen ayant partagé des données.

En ce qui concerne les résineux, les grumes prédominent, avec 177 millions de m3 disponibles pour l'industrie européenne en 2021. La quantité de bois de trituration s'élève à 93 millions de m3 et celle de bois de chauffage à 32 millions de m3. En ce qui concerne le bois dur, la situation est légèrement différente, les grumes représentant 14 millions de m3 disponibles pour l'industrie européenne en 2021. La quantité de bois à pâte était de 36 millions de m3 et le bois de chauffage de 45,5 millions de m3.

Extraction de bois résineux de bois brut, 000 m3

					ustrial w										
Country		Total			Logs			ulpwood		Wood fuel ^b					
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Austria	12,671	12,947	12,700	10,139	10,315	10,000	2,531	2,632	2,700	2,993	3,158	3,200	15,663	16,105	15,900
Bulgaria	2,228	200	m:	1,178	300	300	1,019	300	200	608	***	***	2,836	···	m:
Cyprus	,,,			2	2	2	,,,	111	,,,,	6	6	7	111	m	m
Czech Republic	24,251	20,470	19,943	17,301	15,480	14,210	6,841	4,880	5,621	4,463	4,365	3,965	28,714	24,835	23,908
Estonia	4,447	4,330	1,987	3,268	3,200	3,200	1,152	1,100	1,100	1,431	1,400	1,400	5,878	5,730	5,730
Finland	48,840	46,602	48,616	25,247	23,457	23,590	23,593	23,145	25,026	4,279	4,279	4,279	53,119	50,881	52,895
Germany	55,270	53,354	50,415	44,611	41,447	39,283	10,505	11,757	10,982	9,265	9,600	9,800	64,534	62,954	60,215
Latvia	8,661	8,350	8,250	5,975	5,600	5,500	2,036	2,100	2,100	315	350	400	8,976	8,700	8,650
Luxembourg	156	169	143	27	51	122	35	32	6	24	30	11	180	199	154
Netherlands	452	449	449	154	154	154	263	260	260	451	450	450	903	899	899
Poland	31,131	32,500	33,350	15,698	16,370	16,900	14,861	15,570	15,900	2,189	2,150	2,100	33,320	34,650	35,450
Portugal	3,352	3,440	3,455	1,851	1,900	1,970	1,370	1,400	1,350	445	480	450	3,797	3,920	3,905
Serbia	319	315	335	202	210	220	76	70	75	129	150	160	448	465	495
Slovakia	3,678	3,815	3,830	2,724	2,735	2,750	928	1,050	1,050	223	250	285	3,901	4,065	4,115
Slovenia	1,790	1,978	1,888	1,510	1,680	1,600	262	285	275	106	150	160	1,896	2,128	2,048
Sweden	64,850	64,650	63,450	39,100	37,600	35,800	25,600	26,900	27,500	2,700	2,700	2,700	67,550	67,350	66,150
Switzerland	2,602	2,652	2,712	2,224	2,300	2,350	376	350	360	834	880	900	3,436	3,532	3,612
United Kingdom	8,608	7,550	8,300	6,298	5,300	6,000	1,895	1,900	1,900	1,571	1,570	1,570	10,179	9,120	9,870
Total Europe	273,305	263,571	262,166	177,509	167,801	163,651	93,345	93,431	96,205	32,032	31,968	31,837	305,330	295,533	293,995

Source: COFFI

Remarks: Total is higher at times than sum of pulpwood and logs due to a residual category omitted here which includes pitprops, poles, piling, posts A few large producers including France, Italy, Norway and Romania have not shared data thus total Europe is underestimated

a: Pulpwood, round and split, as well as chips and particles produced directly there from and used as pulpwood

b: Including chips and particles produced from wood in the rough and used for energy purposes

Extraction de bois feuillu de bois brut, 000 m3

					Industrial wood										
Country		Total			Logs			ulpwood	d ª	M	Wood fuel ^b		Total		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Austria	850	926	950	280	292	300	570	634	650	1,907	2,105	2,200	2,757	3,031	3,150
Bulgaria	944	222	311	346	111	ni	587	111		1,749	111	ш	2,693	231	,,,,
Cyprus	***	339	***	,,,			110	***	3H.	1	1	1	200	***	,,,
Czech Republic	895	652	633	438	378	362	453	269	266	647	568	571	1,542	1,220	1,204
Estonia	2,073	1,987	1,987	877	860	860	1,171	1,100	1,100	2,717	2,700	2,700	4,789	4,687	4,687
Finland	9,196	9,245	9,924	1,045	1,161	1,123	8,151	8,084	8,801	4,589	4,589	4,589	13,785	13,834	14,513
Germany	3,918	3,824	3,855	2,792	2,809	2,802	1,119	1,008	1,045	13,959	14,300	14,300	17,877	18,124	18,155
Latvia	4,342	4,300	4,300	1,852	1,800	1,800	1,950	2,000	2,000	2,625	2,800	2,800	6,967	7,100	7,100
Luxembourg	61	163	54	12	35	22	49	128	32	22	43	34	83	206	89
Netherlands	196	204	204	57	60	60	131	135	135	1,912	1,900	1,900	2,108	2,104	2,104
Poland	7,456	7,800	8,180	2,810	2,930	3,050	4,610	4,840	5,100	2,330	2,300	2,250	9,787	10,100	10,430
Portugal	8,784	8,800	8,700	296	290	250	8,289	8,300	8,250	1,318	1,350	1,330	10,102	10,150	10,030
Serbia	1,327	1,271	1,295	974	956	965	231	210	220	6,122	6,800	6,850	7,449	8,071	8,145
Slovakia	3,492	3,660	3,760	1,519	1,600	1,650	1,965	2,050	2,100	272	300	325	3,764	3,960	4,085
Slovenia	883	1,100	1,107	467	530	530	386	540	550	937	1,050	1,100	1,820	2,150	2,207
Sweden	6,550	6,750	6,950	200	200	200	6,200	6,400	6,600	2,700	2,700	2,700	9,250	9,450	9,650
Switzerland	401	436	451	226	250	260	174	185	190	1,146	1,150	1,200	1,547	1,586	1,651
United Kingdom	108	110	110	56	60	60	3	0	0	613	610	610	720	720	720
Total Europe	51,476	51,228	52,460	14,247	14,211	14,294	36,038	35,883	37,039	45,564	45,266	45,460	97,039	96,493	97,919

Source: COFFI

Remarks: Total is higher at times than sum of pulpwood and logs due to a residual category omitted here which includes pitprops, poles, piling, posts

A few large producers including France, Italy, Norway and Romania have not shared data thus total Europe is underestimated

a: Pulpwood, round and split, as well as chips and particles produced directly there from and used as pulpwood

b: Including chips and particles produced from wood in the rough and used for energy purposes

Vue d'ensemble de l'équilibre du bois dans le monde

Le tableau ci-dessous concerne la production de bois rond industriel - grumes, pâte à papier et une catégorie résiduelle mineure - au niveau mondial. Nous présentons les 20 plus grands producteurs, importateurs et exportateurs de bois rond industriel, classés par ordre de production.

Principaux producteurs, exportateurs et importateurs mondiaux de bois rond industriel, 2021, m3

Rem	Removals		orts	Imports		
United States of America	382,955,727	New Zealand	22,711,733	China	63,656,788	
Russian Federation	201,891,418	Czechia	18,162,904	Austria	10,863,616	
China	181,702,877	Russian Federation	16,276,000	Sweden	6,342,719	
Brazil	142,989,000	Germany	11,333,484	Finland	6,298,195	
Canada	141,067,928	United States of America	9,414,610	Germany	6,083,604	
Indonesia	88,575,723	Canada	7,264,533	Balgium	5,744,600	
Sweden	69,000,000	Poland	4,870,626	India	4,815,249	
Germany	59,187,467	France	4,111,519	Canada	4,373,378	
Finland	57,802,850	Norway	3,873,402	Republic of Korea	3,261,000	
India	49,517,000	Uruguay	3,384,992	Italy	3,090,472	
Chile	43,871,329	Belgium	3,347,900	Portugal	2,614,514	
Poland	38,498,000	Latvia	3,064,800	Japan	2,613,504	
Viet Nam	37,335,420	Brazil	2,765,157	Viet Nam	2,522,050	
New Zealand	35,969,000	Papua New Guinea	2,500,291	Slovakia	2,346,560	
Australia	27,097,154	Slovakla	2,015,494	Poland	2,266,058	
Czechia	26,621,000	Solomon Islands	1,876,162	Romania	2,108,261	
France	26,188,525	Spain	1,861,472	Latvia	1,753,700	
Türkiye	24,790,000	Estonia	1,733,839	Czechia	1,067,191	
Japan	23,709,000	Australia	1,562,159	France	985,161	
Belarus	16,992,190	Lithuania	1,516,884	Spain	892,344	

Source: UNECE/FAO 2023 and EOS re-elaboration

APERÇU DES MARCHÉS MONDIAUX DU BOIS DE SCIAGE - AMÉRIQUE DU NORD, CHINE, RUSSIE

La première partie de ce chapitre présente les 20 plus grands producteurs, importateurs et exportateurs de sciages de résineux et de feuillus au niveau mondial. Ces macro-chiffres aident à comprendre les acteurs les plus importants de l'industrie du bois au niveau mondial, même si les dernières données disponibles de ce type datent de 2021.

Cependant, les statistiques et les considérations pour l'Amérique du Nord, la Chine et la Russie intègrent déjà, dans la mesure du possible, les derniers développements du marché. Le Secrétariat a rédigé les chapitres en se basant sur les informations de la Conférence internationale sur les résineux de 2022, sur les informations partagées lors de la Conférence sur le bois de Finlande qui s'est tenue en février 2023, ainsi que sur des articles parus dans la presse spécialisée. Cette démarche a permis de couvrir les principaux producteurs et consommateurs de bois d'œuvre. Avec l'aperçu exhaustif des marchés européens (au chapitre 4), ces deux chapitres fournissent une mise à jour complète et spécifique des marchés des sciages.



Les plus grands producteurs, exportateurs et importateurs mondiaux de sciages de résineux et de feuillus

Principaux producteurs, exportateurs et importateurs mondiaux de sciages de résineux, 2021, m3

Prod	uction	Ехр	orts	lmp	orts
United States of America	63,160,100	Russian Federation	29,833,000	United States of America	26,961,905
Canada	40,284,504	Canada	26,662,670	China	23,726,135
Russian Federation	38,917,965	Sweden	12,559,982	UK	7,623,373
China	38,033,000	Germany	10,508,254	Belgium	6,001,600
Germany	25,335,412	Finland	8,715,472	Germany	5,198,466
Sweden	19,000,000	Austria	5,982,442	Japan	4,688,347
Finland	11,900,000	Belarus	3,936,600	Italy	4,042,060
Austria	10,582,000	Brazil	3,524,319	Netherlands	3,407,600
Chile	8,486,519	Czechia	3,502,877	France	2,846,070
Brazil	7,840,000	Chile	3,285,866	Uzbekistan	2,203,998
Japan	7,522,000	Latvia	3,151,800	Mexico	2,166,924
France	7,268,000	Ukraine	2,743,900	Denmark	2,144,015
Türkiye	6,150,000	United States of America	2,562,394	Austria	1,931,318
Czechia	4,747,000	Belgium	2,149,900	Estonia	1,699,113
New Zealand	4,512,000	New Zealand	2,065,000	Egypt	1,531,658
Belarus	4,364,000	Romania	1,571,862	Latvia	1,467,100
Poland	4,300,000	Slovakia	1,063,476	Republic of	1,393,000
Australia	3,863,791	France	1,055,308	Saudi Arabia	1,314,946
Latvia	3,641,200	Poland	1,040,888	Lithuania	1,263,083
UK	3,583,539	Estonia	1,003,400	Poland	1,141,617

Source: UNECE/FAO 2023 and EOS re-elaboration

Principaux producteurs, exportateurs et importateurs mondiaux de sciages feuillus, 2021, m3

	uction	Exp	orts	Imp	orts
China	46,007,700	Thailand	4,242,433	China	10,245,415
India	23,785,000	United States of America	3,695,190	Viet Nam	1,222,000
United States of America	17,326,293	Russian Federation	1,544,119	India	880,000
Viet Nam	5,471,000	Malaysia	1,180,507	Denmark	834,031
Thailand	4,300,000	Croatia	1,033,926	Canada	797,624
Malaysia	3,031,675	Cameroon	911,000	Italy	751,020
Russian Federation	2,879,100	Gabon	886,000	United States of America	716,790
Türkiye	2,800,000	Germany	758,127	Belgium	638,500
Indonesia	2,576,790	Latvia	640,000	Egypt	616,910
Brazil	2,400,000	France	591,099	UK	535,603
Nigeria	2,000,000	Romania	534,362	Germany	487,713
Romania	1,700,000	Belgium	524,000	Mexico	467,460
Myanmar	1,600,000	Philippines	477,438	Netherlands	343,100
Argentina	1,315,330	Canada	469,889	Czechia	313,629
France	1,313,000	Brazil	356,549	Poland	300,332
Germany	1,102,884	Indonesia	354,793	Philippines	293,320
Croatia	1,041,613	Poland	312,435	France	286,336
Cameroon	1,000,000	Lithuania	303,618	Lithuania	190,863
Gabon	950,000	Ukraine	297,890	Thailand	184,960
Pakistan	919,000	Hungary	275,797	Republic of Korea	180,000

Source: UNECE/FAO 2023 and EOS re-elaboration

Amérique du nord

Les informations relatives à la section sur les résineux d'Amérique du Nord proviennent en partie des données de Forest Economic Advisors (FEA) communiquées lors de la Conférence internationale sur les résineux 2022 et des présentations et articles de Russ Taylor. Les données de ces deux sources peuvent différer légèrement, étant donné qu'elles ont été collectées à des moments différents. Les informations relatives à la section sur les bois durs proviennent de la Revue annuelle du marché des produits forestiers de la CEE-ONU/FAO.

^{*}FAOStat Danish data differ significantly from EOS Danish data

Indicateurs de sciage de résineux du Canada, 1000 m3

Sawn softwood			
	2021	2022	2023
Production	40,227	38,702	35,675
Imports	953	747	768
Exports	27,189	25,665	23,354
Consumption	13,991	13,784	13,089

Source: International Softwood Conference 2022 (as shared by FEA - Forest Economic Advisors)

Indicateurs de sciage de résineux aux États-Unis, 1000 m3

Sawn softwood			
	2021	2022	2023
Production	63,401	61,580	61,597
Imports	27,235	26,886	24,672
Exports	2,494	2,261	2,215
Consumption	88,142	86,204	84,054

Source: International Softwood Conference 2022 (as shared by FEA - Forest Economic Advisors)

Le marché nord-américain des sciages de résineux est manifestement tiré par la consommation américaine. L'un des principaux moteurs de la consommation américaine est le marché du logement qui, à son tour, est fortement influencé par les taux hypothécaires. Les États-Unis ont besoin d'un taux hypothécaire à 30 ans inférieur à 5,0-5,5 % pour que le marché du logement se développe et, au premier trimestre 2023, nous serons proches de ce seuil, ce qui n'est pas de très bon augure pour la consommation. Après avoir atteint un pic post-crise financière de 1,6 million de mises en chantier en 2021, les mises en chantier sont tombées à 1.55 million en 2022 et. si l'on fait la moyenne des prévisions de cinq économistes, elles devraient se situer autour de 1,26 million en 2023, bien en deçà de ce qui est considéré comme normal (environ 1,5-1,55 million d'unités par an). Le secteur des maisons individuelles consomme jusqu'à 30 % de la consommation totale de bois d'œuvre aux États-Unis, contre environ 4 % pour le secteur des maisons multifamiliales. Le secteur du logement suit de près celui du bricolage et de la rénovation, qui consomme environ 39 % du bois d'œuvre américain. Le secteur industriel en consomme environ 21 %. La consommation américaine de bois d'œuvre était d'environ 83 millions de m3 en 2022, en baisse par rapport aux 85 millions de m3 de 2021. La consommation nord-américaine globale était d'environ 96 millions de m3 en 2021. En ce qui concerne l'évolution des capacités, seul le sud des États-Unis est en croissance : les capacités augmentent de 20 %, mais la production de bois d'œuvre n'augmente que de 11 %, ce qui représente 3 millions de m3. Par rapport à 2014, la capacité dans le sud des États-Unis a augmenté de 40 %. Cette situation contraste fortement avec celle de la Colombie-Britannique, où la capacité a baissé de 30 % par rapport à 2014 et continue de diminuer. Dans le reste du continent, la capacité est stable. Par conséquent, les perspectives de production en Amérique du Nord ne sont pas positives : la production est et sera limitée dans l'ouest des États-Unis et dans l'ouest du Canada.

Seul le sud des États-Unis peut encore augmenter sa production. Compte tenu du déclin net de la production nord-américaine, des importations régulières et des exportations réduites sont nécessaires pour équilibrer l'offre et la demande. En 2022, la production nord-américaine de bois d'œuvre a diminué de 3,1 % (-1,78 milliard de pmp ; -2,8 millions de m3, net) par rapport à 2021. L'augmentation de la production dans le sud des États-Unis (+5,9 % ; +1,23 milliard de pmp ; +1,95 million de m3, net) n'a pas suffi à compenser les baisses enregistrées dans toutes les autres grandes régions productrices. C'est en Colombie-Britannique que la réduction a été la plus importante, avec une baisse de 14,6 % (-1,35 milliard de pieds cubes ; -2,15 millions de m3, net). En janvier 2023, la production de la Colombie-Britannique a encore baissé de 30 % (-223 millions de pmp) - un mauvais début d'année car les usines de la Colombie-Britannique ont été réduites en raison des coûts élevés et des faibles prix du bois d'œuvre. Les usines de la Colombie-Britannique ont représenté environ 70 % des 400+ millions de pmp (640 000 m3) de réductions en Amérique du Nord en 2023-T1, plus 1 milliard de pmp (1,6 million de m3, net) de fermetures permanentes d'usines de la Colombie-Britannique annoncées au cours du trimestre. La production du reste du Canada est restée stable en janvier (+38 millions de bf). Même avec toutes les autres réductions et fermetures, il semble y avoir un excès de capacité/production de scieries et de volumes européens en Amérique du Nord par rapport à la demande du marché (Russ Taylor).

En 2023, l'offre et la demande de bois d'œuvre ont ramené les prix aux niveaux d'avant la pandémie. Les grossistes disposent d'une offre suffisante et le nombre de logements achevés a récemment dépassé les attentes, ce qui signifie que moins de projets demandent du bois d'œuvre. Selon les experts, la valeur des logements peut encore baisser, ce qui signifie que ceux qui sont sur le marché peuvent se tourner vers des rénovations avant d'entrer sur le marché au-dessus de la valeur et d'être confrontés à des taux d'intérêt importants. Bien que la volatilité du bois d'œuvre ait diminué par rapport aux sommets atteints en 2020, les dernières années ont démontré la capacité des prix du bois d'œuvre à être volatils, et les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en bois d'œuvre doivent gérer l'exposition aux fortes variations de prix (Source : Seeking Alpha).

En ce qui concerne le commerce, la dynamique des exportateurs européens est restée forte en 2022. En 2022, les États-Unis ont importé 36,4 millions de m3 (-3% par rapport à 2021), dont 2,2 millions de m3 en provenance d'Allemagne (+18% par rapport à 2021) et 950 000 m3 de Suède (+51% par rapport à 2021). Les producteurs roumains et autrichiens prennent également de plus en plus pied sur le marché américain (tous deux au-dessus de 500 000 m3, +16% et 32% respectivement). La part de marché de l'Europe aux États-Unis est passée d'environ 1 à 2 % jusqu'en 2016 à environ 15 à 16 % aujourd'hui. Cela est dû à la faiblesse des importations en provenance du Canada : En 2022, les importations en provenance du Canada ont connu une nette tendance à la baisse, chutant de 7 % pour atteindre 30,09 millions de m3 (source : Timber Online). Les importations totales de bois d'œuvre américain en provenance d'Europe ont augmenté de 64% (+171 millions de pmp ; +270 000 m3, net) au cours des deux premiers mois de 2023 par rapport à 2022, mais les volumes ont été beaucoup plus faibles en février 2023, soit -43% (-120 millions de pmp ; -190 000 m3) par rapport à janvier.

Les baisses en provenance d'Europe en février 2023 ont été menées par l'Allemagne (-36%), la Suède (-61%) et la Lettonie (-97%) ; selon l'analyste Russ Taylor, ces baisses sont très probablement le résultat de l'érosion des prix du bois d'œuvre américain en février, couplée à l'amélioration des opportunités sur d'autres marchés pour les Européens. Les rapports actuels indiquent que les stocks de bois d'œuvre européen dans les ports américains sont moins importants et qu'une réduction des volumes d'exportation vers les États-Unis est attendue pour le deuxième trimestre, ou du moins jusqu'à ce que les prix s'améliorent.

Bilan du sciage de feuillus, États-Unis, 2017-2021

	2017	2018	2019	2020	2021	2021-2022
			Hillion m ²			Change (%)
Production	22.77	22.65	22.43	16.69	17.33	3.9
Imports	0.72	0.95	0.77	0.63	0.59	-6.3
Exports	4.50	4.47	3.71	3.51	3.30	-6.0
Apparent consumption	18.99	19.14	19.49	13.83	14.62	5.9

Source: UNECE/FAO 2021 and USDA FAS 2022

La production de bois feuillus sciés des États-Unis a augmenté de 640 000 m3 ou 3,9 % entre 2020 et 2021, tandis que la production canadienne a diminué de 12 % (Statistique Canada, 2022). La consommation apparente des États-Unis a augmenté de 810 000 m3 ou 5,9 % en 2021. Ces augmentations ont été associées à de fortes hausses des prix des produits sciés de bois feuillus de qualité supérieure utilisés dans des applications d'apparence (armoires, meubles, menuiseries préfabriquées et planchers) en 2021. Ces applications d'apparence (y compris les exportations) représentaient 45 % de la consommation de bois feuillus sciés aux États-Unis en 2020, tandis que les utilisations industrielles (palettes, traverses, etc.) et les autres utilisations représentaient les 55 % restants. Il s'agit d'un renversement par rapport au début du siècle ; en 2000, les applications d'apparence étaient les principales utilisations et représentaient 56 % de la consommation de bois feuillus sciés aux États-Unis.

À l'inverse, la demande de bois feuillus de la part de l'industrie de l'ameublement a continué à diminuer, les importations nettes ayant atteint une part de marché de près de 80 % du marché de l'ameublement ménager en bois aux États-Unis en 2019. En 2021, l'emploi dans l'industrie de l'ameublement était estimé à moins de 29 000 unités (US Bureau of Labor Statistics, 2022). Dans le même temps, la consommation intérieure de meubles en bois a également diminué (Luppold et Bumgardner, 2022). La consommation de bois dur scié a augmenté de 5,9 % en 2021. L'augmentation de la consommation de bois feuillus sciés s'est accompagnée d'une légère augmentation de l'emploi dans les secteurs de l'ébénisterie et de la menuiserie aux États-Unis en 2021.

Les importations de bois feuillus tempérés par les États-Unis ont augmenté de 8 % en 2021. Cette hausse est due en grande partie à l'augmentation des importations de hêtre (principalement en provenance d'Allemagne), de bouleau (principalement en provenance du Canada) et d'autres essences tempérées (USDA FAS, 2022b). Les échanges intrarégionaux sont restés importants, le Canada représentant près de 48 % des importations totales de bois feuillus sciés par les États-Unis en 2021. Les plus fortes augmentations des échanges de bois feuillus sciés par les États-Unis étaient intrarégionales (Amérique du Nord) en 2021, avec notamment une hausse de 46 % des exportations vers le Canada et de 35 % des exportations vers le Mexique (USDA FAS, 2022b). Dans le même temps, les exportations des États-Unis vers la Chine et le Viêt Nam ont diminué de 11 % et 23 %, respectivement.

Chine

Les informations de la section chinoise sont en partie tirées de la présentation d'Anna Ni lors de la conférence "Wood from Finland". de la Finlande.

Dans un contexte de ralentissement de l'économie, en partie causé par des fermetures généralisées au cours de l'année 2022, la Chine a vu ses importations combinées de bois scié et de grumes de bois résineux diminuer pour atteindre 48,5 millions de m3, soit un retour aux niveaux de 2015 et une baisse de 30 % par rapport à 2021. Les importations de grumes de résineux ont chuté de 38% à 31,2 millions de m3, tandis que les importations de sciages de résineux ont baissé de 10% à 17,3 millions de m3.

La part de marché des pays européens exportant des sciages de résineux a toutefois augmenté de manière significative. La Finlande (882 000 m3; +33%), la Suède (657 000 m3; +66%) et l'Allemagne (568 000 m3; +20%) ont importé davantage de bois d'œuvre résineux. Le Belarus est également un acteur important du marché chinois avec 625 000 m3 exportés vers la Chine: +36% par rapport à 2021. Les importations en provenance de Russie ont baissé de 8% à 11,9 millions de m3. Elle reste le principal acteur, mais il y a de la place pour d'autres acteurs sur le marché chinois.

En ce qui concerne les importations de grumes, le changement le plus évident a été la disparition de la Russie parmi les fournisseurs de la Chine en raison de l'interdiction d'exporter des grumes russes. La part de marché de la Russie est en baisse depuis quelques années - elle atteignait encore 27 % en 2016. En 2021, la Russie a fourni près de 4 millions de m3 de grumes de résineux à la Chine. La Nouvelle-Zélande reste le plus grand fournisseur avec 17,7 millions de m3 (-13% vs 2021), suivie par l'Allemagne avec 5,6 millions de m3 (-52% vs 2021).

Les exportations russes de sciages résineux ont diminué pour plusieurs raisons : l'industrie russe du bois a un accès limité à la capacité ferroviaire. Le coût du transport combiné mer-rail est élevé, en particulier pour les scieries de l'ouest de la Russie. En outre, l'infrastructure routière reste relativement médiocre et il est difficile d'extraire la fibre de la forêt. L'entretien des machines d'abattage pose également des problèmes. Tous ces problèmes pourraient s'aggraver avec la poursuite de la guerre et des sanctions.

FEDERATION NATIONALE DU BOIS

Les stocks de bois de sciage sur les principaux marchés chinois restent relativement élevés, mais 2023 est une année intéressante pour la Chine avec la réouverture de l'économie suite à l'abandon de la politique de l'écrasement et les informations préliminaires indiquent une reprise plus rapide que ce que la plupart des analystes prévoyaient. En résumé, les perspectives pour le marché chinois en 2023 semblent assez positives :

- La Chine traverse encore une période difficile et il sera intéressant de voir comment la reprise se déroulera
- 2023 sera meilleure que 2022 en termes de volumes d'importation
- L'année 2023 sera meilleure que 2022 en termes de volumes d'importations La question de savoir s'il s'agira d'une année de boom dépend largement des politiques du marché immobilier, en particulier dans les principales villes
- Nécessité de prêter attention aux événements de type "cygne noir" causés par les risques géopolitiques. Par rapport aux facteurs du marché commun, l'événement "black swan" pourrait être plus important pour certains fournisseurs.

Russie

Selon le service fédéral russe des statistiques Rosstat, la production de bois résineux sciés en Russie a baissé de 6,5 % en 2022, pour atteindre 26,1 millions de m3. La production en Sibérie et dans le Nord-Ouest a connu une baisse à deux chiffres, tandis qu'en Extrême-Orient, elle a augmenté de 30 % pour atteindre 2,95 millions de m3. En janvier 2023, la production russe de bois d'œuvre a atteint le niveau le plus bas jamais enregistré pour un mois donné, selon Rosstat, avec 1,66 million de m3. La perte des possibilités d'exportation vers l'Europe continue d'avoir un impact négatif sur la production de l'industrie russe du bois qui, pour l'instant, ne peut être compensée par les ventes dans les pays asiatiques et dans la région MENA. En effet, au cours des deux premiers mois de 2024, les exportations russes de bois d'œuvre ont diminué d'environ 25 % par rapport à l'année précédente. Un volume de 1,6 million de m3 a été livré à la Chine, ce qui représente une augmentation d'environ 8 % par rapport aux deux premiers mois de 2021. On estime que certaines scieries russes ont pu établir des relations commerciales avec de nouveaux clients pour compenser le manque de ventes en Europe, la logistique et les itinéraires de transport devant être adaptés en conséquence.

La production de bois dur scié a plutôt augmenté d'un quart pour atteindre 2,5 millions de m3.

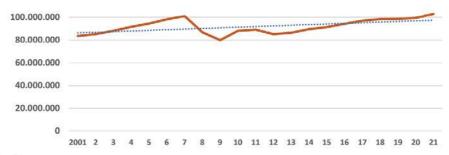
PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE MARCHÉ EOS AVRIL 2023

Ce chapitre analyse les marchés du bois de sciage au cours des dernières années dans les pays de l'EOS en général (les grands pays consommateurs tels que l'Italie* et le Royaume-Uni, qui ne sont pas membres de l'EOS, sont également inclus).

Informations générales sur les marchés du bois

Ce chapitre porte sur la dynamique à long terme : nous fournissons quelques données concernant la performance des marchés du sciage au cours des vingt dernières années en termes de production de résineux et de feuillus dans l'ensemble de l'Union européenne.

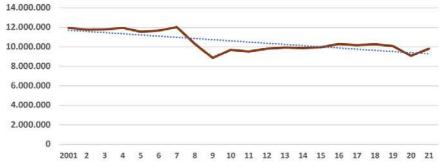
Production de sciages résineux de l'UE 2001-2021 en m³



Source: FAOstat, EOS reelaboration

La production de sciages de résineux a atteint son maximum dans l'UE juste avant la crise financière mondiale de 2008, mais ce pic a été dépassé en 2021. Après quelques années de stagnation juste après la crise, la production a augmenté régulièrement en ligne avec le PIB (ou même à un rythme plus élevé certaines années) pendant quelques années, grâce à de fortes exportations et à la reprise des marchés de la construction. Lorsque Covid a frappé, ainsi que les attaques de scolytes en Europe centrale qui ont culminé en 2019-2020, la combinaison de l'abondance des matières premières disponibles et de la forte demande dans toute l'Europe a déterminé un nouveau pic de production en 2021. L'année 2022 a été marquée par un ralentissement massif dû, principalement, aux conséquences de la guerre en Ukraine. Plus de détails sont fournis ci-dessous.

Production de sciages feuillus de l'UE 2001-2021 en m³



Source: FAOstat, EOS reelaboration

^{*} For Italy only hardwood data are available in the general section. Softwood data have been taken from UNECE/FAO and are available in the Italy section, but they do not seem reliable

En termes de volumes, la production de sciages de feuillus dans l'Union européenne ne s'est jamais vraiment rétablie après la crise financière mondiale de 2008. Si la production n'a jamais été aussi élevée qu'il y a 15 ou 20 ans, elle a connu de bonnes périodes au cours des dernières années, les scieries européennes étant compétitives sur le marché mondial et produisant des produits de première qualité. Toutefois, les exportations importantes de matières premières de qualité vers les pays asiatiques (en particulier la Chine) ont entravé le secteur. Les exportations non durables de grumes entravent depuis de nombreuses années l'industrie du feuillus en France, en Belgique et en Allemagne, mais aussi de plus en plus dans d'autres pays européens. L'industrie du parquet, qui consomme de grandes quantités, en particulier de chêne, n'a pas non plus beaucoup progressé au cours des dernières années (pour plus d'informations, voir l'article sur le parquet).

Sciages de résineux

Vue d'ensemble de la production de sciages de résineux de l'EOS

Aperçu de la production de sciages résineux d'EOS 2018-2023 en 1 000 m³

	2018	2019	2020	2021	2022*	2023*	22/21 % var
AT	10,200	10,233	10,305	10,582	10,100	9,100	-4.6%
BE	1,450	1,450	1,460	1,500	1,450	1,400	-3.3%
СН	1,075	1,077	1,060	1,196	1,120	1,200	-6.4%
DE	23,000	23,304	25,216	25,337	24,394	24,700	-3.7%
DK	300	331	360	400	375	350	-6.3%
FI	11,800	11,354	10,884	11,900	11,200	11,000	-5.9%
FR	6,795	6,455	6,260	7,273	7,000	6,900	-3.8%
LV	2,730	2,660	2,600	2,700	2,847	2,638	5.4%
NO	2,675	2,650	2,680	2,811	2,705	2,600	-3.8%
RO	3,550	3,500	3,000	3,500	3,200	3,000	-8.6%
SE	18,300	18,600	18,600	19,050	18,870	18,000	-0.9%
UK	3,650	3,410	3,302	3,574	3,010	3,400	-15.8%
EOS	85,525	85,024	85,727	89,823	86,271	84,288	-4.0%

^{*}Estimates. UK data is taken from various sources including UNECE/FAO, Timber Development UK.

La production de sciages résineux dans ce groupe de pays est en croissance depuis plusieurs années. Un pic de production a été atteint en 2021 grâce à une forte demande des deux côtés de l'Atlantique, en particulier au premier semestre. Au second semestre 2021, les marchés avaient déjà ralenti et si le début de l'année 2022 a été positif, le reste de l'année a été marqué par la guerre en Ukraine et tous les changements négatifs liés à cette guerre. La rentabilité des scieries a été affectée par la persistance des prix élevés de l'énergie et des matières premières, ainsi que par l'augmentation des coûts de personnel. Les prix de vente du bois scié ont généralement baissé. Les prix élevés des sous-produits au cours de l'hiver ont constitué un point positif partiel pour les scieries. Bien que 2022 ait été une année difficile, de nombreuses scieries ont parfois eu l'impression de limiter les dégâts - la production a baissé de 4 % dans les pays EOS, ce qui est négatif mais aurait pu être pire.

En Suède, deuxième producteur d'EOS, la production n'a baissé que de 1 %. Alors que la consommation en Europe a fortement diminué (voir ci-dessous pour plus d'informations), le secteur a limité les dégâts grâce aux bonnes performances des marchés étrangers - en particulier aux États-Unis, mais pas seulement : le marché chinois a également dépassé les attentes. Il y a maintenant des signes de ralentissement outre-mer, mais il reste à voir comment le marché évoluera au cours de la deuxième partie de l'année.

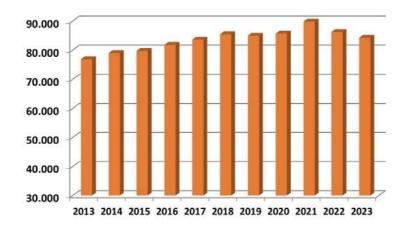
La disponibilité des matières premières est en baisse, en particulier en Europe centrale le bois endommagé par le dendroctone était beaucoup moins abondant que les années précédentes. Dans les pays nordiques, la disponibilité des grumes est généralement considérée comme moyenne ou moyenne-élevée, à l'exception de la Finlande. L'approvisionnement en grumes sera une question qui dominera les marchés dans les années à venir.

Mais l'industrie continue d'envisager l'avenir avec optimisme : presque tous les membres d'EOS ont signalé des augmentations de capacité dans leurs pays respectifs.

Avec une production prévue de 24,4 millions de m3 en 2022 (-3,7% par rapport à 2021), l'Allemagne reste le plus grand producteur de sciages résineux au sein de la communauté EOS. La Suède arrive en deuxième position avec un peu plus de 18,87 millions de m3 en 2021 (-0,9% par rapport à 2021). La Finlande reste le troisième producteur avec 11,2 millions de m3 (-5,9% vs 2021), devant l'Autriche avec 10,1 millions de m3 (-4,6% vs 2021). La France reste le cinquième producteur avec 7 millions de m3 (-3,8% vs 2021).

La production devrait à nouveau légèrement diminuer en 2023, mais la volatilité est élevée et les risques de baisse sont importants, tandis que l'appétit des consommateurs pour le bois reste élevé, le bois en tant que matériau de construction se portant bien dans toute l'Europe.

Volumes de production de sciages résineux dans les pays membres de l'EOS 2013-2023 (1 000 m³) - TOTAL



Vue d'ensemble de la consommation de sciages de résineux de l'EOS

Aperçu de la consommation de sciages de résineux de l'EOS 2018-2023 en 1 000 m3

	2018	2019	2020	2021	2022*	2023*	22/21 % var.
AT	6,200	5,954	6,132	6,546	6,155	5,500	-6.0%
BE	2,750	2,650	2,710	3,300	2,790	2,800	-15.5%
СН	1,210	1,183	1,154	1,213	1,156	1,230	-4.7%
DE	19,817	19,412	20,649	20,186	17,378	17,400	-13.9%
DK	1454	1261	2,655	1,574	1,278	1,250	-18.8%
FI	3,000	2,506	2,681	2,800	2,300	2,000	-17.9%
FR	8,225	8,350	7,970	9,463	8,940	8,700	-5.5%
LV	936	854	782	1,039	780	950	-24.9%
NO	2,932	2,920	2,864	3,192	2,679	2,400	-16.1%
RO	2,800	2,800	2,100	2,000	1,900	1,800	-5.0%
SE	5,705	5,500	5,200	5,800	4,900	4,450	-15.5%
UK	10,020	9,611	9,772	10,915	8,437	9,260	-22.7%
EOS	65,049	63,002	64,669	68,028	58,693	57,740	-13.7%

^{*}Estimates. UK data is taken from various sources including UNECE/FAO, Timber Development UK.

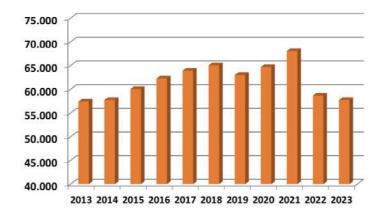
Dans ce groupe de pays (EOS+UK), la demande de sciages résineux, après avoir atteint un pic en 2021, a fortement diminué, de près de 14 %, en 2022. La consommation de sciages résineux n'a pas été aussi basse depuis 2014. La baisse de la demande a été généralisée en Europe et aucun pays n'a échappé à la tendance négative.

La consommation de bois scié en Europe a diminué principalement en raison de la situation macroéconomique négative. L'augmentation des taux d'inflation a contraint les banques centrales des pays riches à augmenter les taux d'intérêt, ce qui a entraîné une hausse des taux hypothécaires et un ralentissement massif des marchés de la construction. Les marchés de la construction consomment la majeure partie du bois de sciage produit en Europe et leur ralentissement laisse présager un ralentissement de la construction de bois de sciage.

D'un autre côté, le bois en tant que matériau de construction continue de gagner des parts de marché et est un matériau de choix pour de nombreux consommateurs, en particulier depuis le début de la pandémie - il y a des exceptions dans certains pays européens, mais dans l'ensemble, les perspectives pour le bois en tant que matériau de construction restent positives.

En 2023, on s'attend à une nouvelle baisse de la demande de bois de sciage résineux, mais à moins d'un nouveau cygne noir, la demande ne devrait ralentir que légèrement.

Volumes de consommation de sciages de résineux dans les pays membres de l'EOS 2013-2023 (1 000 m3) - TOTAL



Sciages de feuillus

Vue d'ensemble de la production de sciages de feuillus de l'EOS

Aperçu de la production de sciages feuillus d'EOS 2018-2023 en 1 000 m³

	2018	2019	2020	2021	2022*	2023*	22/21 % var
AT	175	212	165	198	236	220	19.2%
BE	150	150	100	90	100	100	11.1%
СН	45	48	55	52	55	50	5.8%
DE	1,100	1,167	962	1,060	997	950	-5.9%
DK	80	85	75	75	70	70	-6.7%
FI	45	30	36	54	50	50	-7.4%
FR	1,578	1,379	1,240	1,359	1,250	1,250	-8.0%
IT	550	600	612	500	450	450	-10.0%
LV	650	600	600	808	900	718	11.4%
NO	0	0	0	0	0		-
RO	1,600	1,600	1,615	1,700	1,450	1,500	-14.7%
SE	95	100	100	100	100	100	0.0%
UK	50	47	37	37	40	40	8.1%
EOS	6,118	6,018	5,597	6,033	5,698	5,498	-5.5%

^{*}Estimates; Italy and UK data is taken from UNECE/FAO

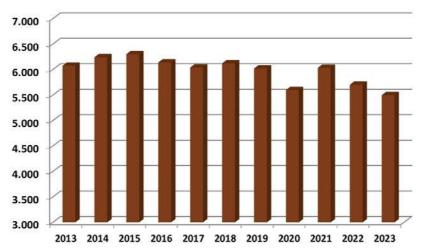
La production dans le secteur du sciages de feuillus a été considérablement affectée par la guerre en Ukraine en 2022, les trois plus grands pays producteurs - la Roumanie, la France et l'Allemagne - ayant tous signalé des baisses significatives. Globalement, au niveau de l'EOS, une baisse de 5,5 % était attendue pour 2022 et une baisse plus modérée de la production est également attendue pour 2023.

Du côté de l'offre, il y a également des défis à relever car de nombreuses grumes sont exportées vers la Chine, ce qui prive les usines de matières premières précieuses. La France signale qu'environ 30 % des grumes de chêne sont exportées vers la Chine. Toutefois, la législation nationale et européenne limite la disponibilité des matières premières, tandis que de nombreuses essences de feuillus restent sous-utilisées.

La qualité de certaines essences, comme le hêtre, est également en baisse, ce qui pose de nouveaux problèmes à de nombreuses scieries, notamment en Allemagne, mais pas seulement.

Les entreprises de bois feuillus qui dépendent du commerce extérieur sont affectées par la situation géopolitique : les exportations sur de longues distances sont entravées par les taux de fret élevés, les tensions liées à la pandémie en Chine et la flambée des prix des carburants.

Volumes de production de sciages feuillus dans les pays membres de l'EOS 2013-2023 (1 000 m³) - TOTAL



Vue d'ensemble de la consommation de sciages de feuillus de l'EOS

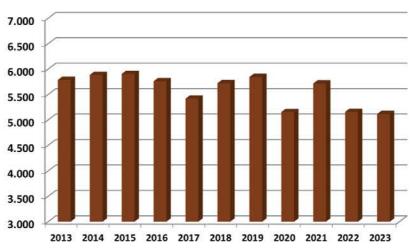
Aperçu de la consommation de sciages de feuillus de l'EOS 2018-2023 en 1 000 m3

	2018	2019	2020	2021	2022*	2023*	22/21 % var
AT	187	247	200	199	305	275	53.3%
BE	210	210	160	410	178	180	-56.6%
СН	60	72	72	64	66	61	3.1%
DE	705	792	659	772	693	650	-10.2%
DK	130	120	105	120	111	105	-7.5%
FI	52	42	47	64	55	55	-14.1%
FR	1,298	1,282	1,090	1,020	1,025	1,020	0.5%
IT	1,048	1,034	986	1,020	970	970	-4.9%
LV	243	262	196	250	256	250	2.4%
NO	31	31	31	31	31	31	0.0%
RO	1,110	1,080	1,010	1,100	800	850	-27.3%
SE	120	138	106	110	110	110	0.0%
uk	528	533	489	555	555	555	0.0%
EOS	5,721	5,842	5,151	5,715	5,155	5,112	-9.8%

^{*}Estimates; Italy and UK data is taken from UNECE/FAO

La consommation de sciages de feuillus a augmenté d'environ 10 % dans ce groupe de pays au cours de l'année 2022. Le pic de consommation atteint en 2021 n'a pas pu être reproduit en 2022 en raison de conditions macroéconomiques défavorables. La demande globale en France a été jugée satisfaisante, tandis qu'en Allemagne, la situation était un peu moins bonne. En fin de compte, compte tenu des conditions économiques difficiles, l'année 2022 a été relativement satisfaisante pour les scieries de feuillus, tandis que l'année 2023 s'annonce plus difficile. Les restrictions sur l'exploitation forestière et les exportations de grumes frustrent les scieries de feuillus qui n'ont pas pu tirer pleinement parti d'une forte demande.





Focus sur les produits connexes

Certains pays de l'EOS ont partagé des données sur les sous-produits des scieries, qui sont présentées ci-dessous.

Volumes de production de sciure dans les pays membres de l'EOS 2021-2023 (000 m3)

	2021	2022*	2023*	22/21 % var.
AT	3,433	3,639	3,450	6.0
ВЕ	220	214	208	-2.5
СН	224	224	224	0.2
DE	5,668	5,452	5,518	-3.8
FI	3,560	3,350	3,300	-5.9
LV	558	596	534	6.8
RO	200	200	200	0.0
TOTAL	13,863	13,676	13,433	-1.3

*Estimates

Volumes de production de copeaux dans les pays membres d'EOS 2021-2023 (000 m3)

	2021	2022*	2023*	22/21 % var.
AT	3,792	3,880	3,700	2.3
BE	833	812	786	-2.5
сн	522	522	522	0.0
DE	11,841	11,394	11,535	-3.8
FI	7,860	7,400	7,260	-5.9
LV	3,227	3,447	3,087	6.8
RO	300	300	300	0.0
TOTAL	28,375	27,755	27,190	-2.2

^{*}Estimates

Volumes de production d'écorces dans les pays membres d'EOS 2021-2023 (000 m3)

	2021	2022*	2023*	22/21 % var.
AT	894	1,027	980	14.9
BE	125	118	118	-5.9
сн	186	186	186	0.0
DE	unav.	unav.	unav.	
FI	3,300	3,100	3,050	-6.1
LV	421	450	403	6.8
RO	1,600	1,600	1,600	0.0
TOTAL	6,526	6,481	6,337	-0.7

^{*}Estimates

Focus sur les exportations de sciages

L'industrie européenne de la scierie est une industrie très internationale. Les exportations vers les marchés étrangers représentent une part importante des revenus de nombreuses scieries en Europe et, en raison des récents développements liés au ralentissement de la demande en Europe, de nombreuses entreprises se sont davantage concentrées sur les marchés étrangers. Selon Eurostat, les exportations de l'UE (+UK, Norvège et Suisse) vers l'extérieur de l'UE représentaient environ 44 % des exportations totales des scieries européennes (ce pourcentage est en baisse pour les raisons mentionnées ci-dessus). Les quatre principaux marchés étrangers sont les États-Unis (qui ont obtenu d'excellents résultats en 2021), la Chine (qui a également obtenu d'excellents résultats en 2022), l'Égypte et le Maroc (ainsi que l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient en général, une région à fort potentiel en raison d'une démographie jeune, mais souvent entachée d'instabilité géopolitique) et le Japon (qui est un marché mature et stable, mais qui devrait décliner à long terme en raison du vieillissement de sa population). Ensemble, ces pays représentent près des deux tiers de toutes les importations de sciages européens par les pays non européens.

FEDERATION NATIONALE DU BOIS

Volumes d'exportation de sciages de résineux dans les pays membres de l'EOS 2018-2023 (000 m3)

	2018	2019	2020	2021	2022*	2023*	22/21 % var
AT	5,900	6,068	5,950	5,947	5,731	5,250	-3.6%
BE	1,200	1,500	1,700	1,300	1,280	1,300	-1.5%
СН	198	201	197	213	179	190	-16.0%
DE	8,523	9,344	10,120	10,954	11,162	11,000	1.9%
DK	120	280	275	305	310	300	1.6%
FI	9,000	9,298	8,554	9,100	8,900	9,000	-2.2%
FR	720	755	890	910	860	800	-5.5%
LV	2,850	2,906	2,912	3,094	2,870	2,009	-7.2%
NO	667	694	832	685	843	900	23.1%
RO	1,100	1,150	1,200	1,700	1,600	1,700	-5.9%
SE	12,440	12,700	14,100	12,670	13,800	13,000	8.9%
UK	194	193	190	237	240	240	1.3%
EOS	42,912	45,089	46,920	47,115	47,775	45,689	1.4%

^{*}Estimates

Volumes d'exportation de sciages de feuillus dans les pays membres de l'EOS 2018-2023 (000 m3)

	2018	2019	2020	2021*	2022*	2023*	22/21 % var.
AT	139	149	124	170	143	135	-15.9%
BE	360	360	360	250	508	470	103.2%
сн	20	22	22	16	17	17	6.3%
DE	745	746	687	758	699	650	-7.7%
DK	100	35	60	90	90	90	0.0%
FI	18	11	20	20	20	20	0.0%
FR	480	430	350	400	425	410	6.3%
LV	448	378	448	633	697	488	10.1%
NO	0	0	0	0	0	0	
RO	600	650	710	700	750	800	7.1%
SE	20	32	37	39	35	35	-9.8%
UK	23	19	18	39	40	40	2.6%
EOS	2,953	2,832	2,836	3,115	3,424	3,155	9.9%

^{*}Estimates

RAPPORT NATIONAL

FRANCE

Source: Fédération Nationale du Bois



General economic information

	2021	2022	2023
Population (million)	67.6	67.84	68.04
GDP Growth (%)	7.0	2.6	0.6
Inflation rate (%)	2.8	5.2	5.4
Unemployment rate (%)	7,4	7.2	7.1
Construction industry			
Buildings permits (units)	471 000	482 200	400 000
Housing starts (units)	386 700	376 200	350 000
Housing completions (units)	n.a.	n.a.	n.a.
Wage Development (%)	2.8	5.0	4.0
Average working time in sawmilling (h/week)	39	39	39

2022 and 2023 data are estimates

Sawn Softwood (in 1,000 m³)

	2021	2022	2023
Production	7 273	7 000	6 900
Imports	3 100	2 800	2 600
Exports	910	860	800
Consumption	9 463	8 940	8 700

2022 and 2023 data are estimates

Sawn Hardwood (in 1,000 m³)

	2021	2022	2023
Production	1 359	1 250	1 250
Imports	180	200	180
Exports	400	425	410
Consumption	1 020	1 025	1 020

2022 and 2023 data are estimates

Availability of logs

	2021	2022	2023
Softwood	5	4	3
Hardwood	1	2	1

(1 = low; 2 = medium low; 3 = normal; 4 = medium high; 5 = high)

Marché français | Commentaire

L'année 2022 s'est déroulée de façon différenciée pour le feuillu et le résineux.

En feuillus, la demande a été bonne toute l'année aussi bien sur le marché national qu'à l'exportation. Les conditions de fret et de change n'ont pas modifié significativement le marché. En réalité, la demande a été bridée par une offre insuffisante, particulièrement en chêne. Pour le hêtre, c'est la quantité de hêtre dépérissant qui caractérise l'année et signe l'impact du changement climatique sur les forêts.

Par ailleurs, l'année 2022 constitue un record historique des exportations de grumes de chêne à destination de la Chine. Plus de 30% de la récolte a été détournée de sa finalité. Cet emballement des exportations coïncide avec l'embargo posé par la Russie sur ses exportations de grumes. Il est à noter, une fois n'est pas coutume, l'absence de réaction de la Commission européenne pour qui l'aberration économique et écologique de ces exportations et de ces mesures unilatérales n'est pas une priorité. Pourtant la souveraineté est une thématique qui devrait mobiliser l'Europe. Globalement, les scieries de chêne ont réduit leur activité de 25% pour s'adapter à la pénurie d'approvisionnement et les cessations d'activité se multiplient.

Du coté des prix, les grumes ont continué de s'apprécier dans toutes les qualités. Des hausses sont aussi à observer sur les sciages portant les prix à un plus haut historique.

En résineux, l'année a été scindée en 2 semestres totalement différenciés. Le 1er semestre est la continuité de l'année 2021. L'activité était forte dans tous les domaines avec des prix fermes et à la hausse. Les retards de livraison se sont améliorés grâce à une meilleure offre. Une rupture s'est opérée au 2ème semestre avec une chute marquée des commandes liée à la mise à niveau des surstocks de bois importés à des niveaux supérieurs aux besoins du marché. Cette mise à niveau a duré 6 mois en raison des volumes en cause. Le marché s'est ensuite stabilisé et laisse augurer une année 2023 un plus favorable que prévu.

En termes d'activités, ce qui caractérise ces derniers mois c'est la hausse vertigineuse des charges que les scieries doivent « digérer »: prix de l'électricité, salaires, transport dans un contexte de prix des grumes élevé. Même si le retournement de conjoncture est perceptible, il est aussi indéniable que le bois constitue une solution, si ce n'est l'unique pour décarboner efficacement tous les usages.



